

TRANSUMANCES



N°3 Revue Trimestrielle

juillet. septembre

prix 5f

ARMEE
TOURISME



CANEVAS

sommaire

Une idée folle... On vit dans un système, il nous enferme. Et si son oppression est douce elle nous prive quand même d'une part de nous-même. Elle nous prive de l'Autre.

L'attrait, le charme, l'harmonie d'un paysage, toutes les valeurs touristiques ne sont possibles que parce qu'un système a rendu mitoyens les camps militaires, les stations touristiques, les parcs, les réserves, les espaces ruraux et les routes. Là où il n'y a plus de béance, plus de lieu sans nom, alors quelque chose appelée tourisme, dans la société capitaliste, s'impose. Faire du tourisme, c'est refaire, après que le pouvoir ait désigné les fonctions de tel ou tel espace, l'inventaire de ce système, c'est jouer au conquérant. Là où passe le touriste, le pays prend nom de touristique. Et à chaque parcours de touriste cette valeur touristique se renforce, et donc se renforcent l'attrait, le charme et l'harmonie de tel paysage, d'autant plus à voir qu'il a déjà été vu et revu.

Mais pour qui est possédé ce cette idée folle... on vit dans un système... le pays touristique est un charnier de formes, une collection de fossiles. Même avec un parti pris de vagabondage à travers ces formes mortes, le transhumant, appelons-le ainsi, en éprouve la résistance. Le transhumant, l'homme nouveau qui renie les systèmes, même s'ils l'ont produit, en arrive à réagir comme un touriste ordinaire devant tel panorama, à regretter l'absence d'une route ou d'une remontée mécanique. Il est donc contaminé, pris dans le système qu'il croyait dénoncer.

Voilà pourquoi il faut beaucoup se répéter, nous vivons dans un système, nous sommes dans un système militaire d'occupation de l'espace, avec quelques composantes touristiques.

"Mais vous ne proposez rien, vous niez tout ce qui existe, ce n'est pas le tout de détruire..." Le transhumant ne détruit pas, il traverse; les barrières le gênent; il s'aperçoit que le réel est triste à cause de ces barrières justement; il saute ces barrières.

L'armée, le tourisme: des institutions qui ont leurs discours propres, qui s'isolent l'une de l'autre, qui simulent ne pas se connaître. Ce que nous dénonçons c'est cet isolement. L'armée est branchée au tourisme, au moins en Briançonnais, pour former un système. Ailleurs ce pourra être l'agriculture industrielle et une centrale nucléaire qui formeront système, cette opacité de l'espace qui conditionne les actions à y accomplir.

L'armée et le tourisme c'est la singularité, nous voulons la multiplicité. Non pas une hiérarchie ou un circuit panoramique, mais toutes les hiérarchies couplées à tous les circuits panoramiques.

suite page 3

TRANSHUMANCES Revue trimestrielle

Adresse: "Le Refuge" Le Rosier Val-des-Prés
05100 Briançon

Directrice de publication: Emilie CARLES

Imprimerie: VRA, 10, Av. Viallet 38120
St-Egrève

Dépôt légal: 3^e trimestre 1978

Abonnements: 20 Francs pour 4 numéros

C.C.P.: L. Pascal 4161 93 X Dijon

Ont participé: Martin DAUBREE, Pierre-Jacques DESCHANEL,
Paquerette FOREST, Luc MARCHELLO, Philippe MAYAUD, Marie
et Marc PASCAL, Denis et René SIESTRUNCK.

Page 1 : A qui la fleur ?

2-3 : Sommaire et canevas du numéro
Mais qu'est-ce qui se trame dans la
tête des transhumants ?

4-5 : Une histoire à refaire...

5-6 : Encasernement et promiscuité :
une ville et l'armée

6 : Lettre d'un Colonel
Le droit de réponse c'est comme s'il
fallait un droit de respirer...
Communiqué

7-9 : B.D.: Qu'avez-vous fait de mes mon-
tagnes ?

10-11: Délit de vagabondage. Entretien avec
W. RABINOVITCH, sur l'histoire, le
tourisme et la quête des racines...

11 : La Bretagne c'est la montagne et in-
versement.

12 : Et si on mettait des brebis dans leur
assiette...
Les pluri-actifs, une espèce à proté-
ger.
Une classe dangereuse: les saisonniers

13 : Quelle taille pour l'exploitation a-
gricole montagnarde ?
La TANGENTE: un projet de longue ha-
leine

14 : Que faire des touristes ?
Carnets de route: Marée s'allant...
Bord d'eau dans les
Landes

15 : Séparations: Mort d'un soldat
Autour du procès Gaillard (Communiqué)

16 : B.D. Ce serait trop facile



Dessins de: D. JANEL et F. SIMON

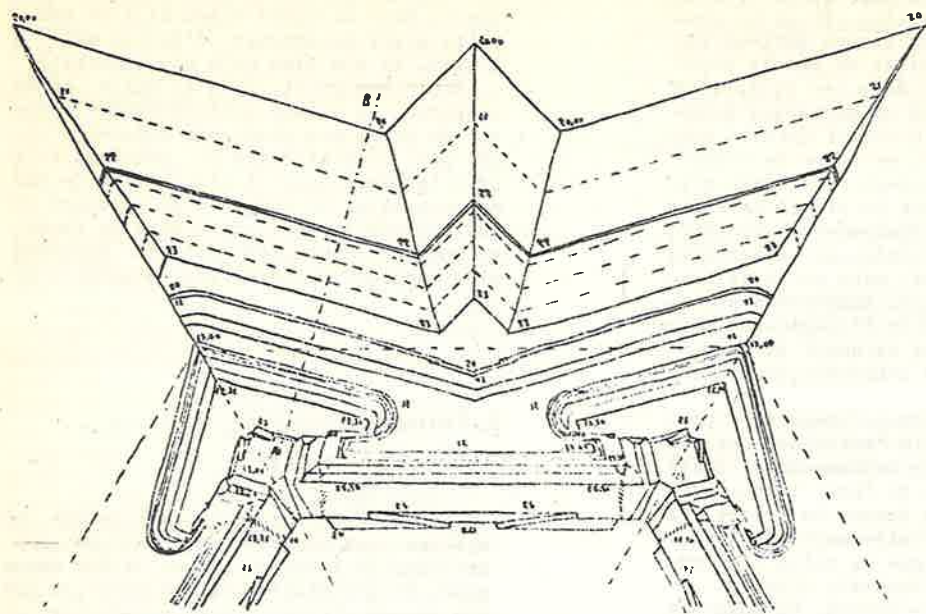
Il existe d'autres moyens d'habiter l'espace que de s'en tenir aux nomenclatures militaires et aux réputations touristiques.

Le plus marginal des touristes se déguise en randonneur et se retrouve canalisé, aiguillé sur des sentiers-boulevards, super-balisés. On lui donne le temps maximal à mettre sous peine de perdre la face. L'aventure mise en cartes perforées n'est plus l'aventure. En retirant au randonneur l'initiative de son parcours on lui a aussi soustrait le sens de la rencontre. Ils sont rares ceux qui savent parler au paysan et au berger sans autre souci que d'établir un contact. Ils sont rares ceux qui ne les considèrent pas comme des reliques d'une civilisation perdue. De cette société paysanne, que les citadins admirent sans la comprendre, au point d'en faire leur fétiche, sortira peut-être le nouveau savoir-vivre-ensemble qui rendra les villes vivables.

Si le randonneur est le moins corrompu des touristes, il lui faut aussi devenir le plus nomade des randonneurs, traverser et vivre indifféremment dans la ville et à la campagne. Cela suppose aussi que les villes soient rendues à ceux qui les peuplent et non sacrifiées au Dieu du Travail. La ville a été créée pour le marché, il faut la restaurer pour la rencontre et la fête.

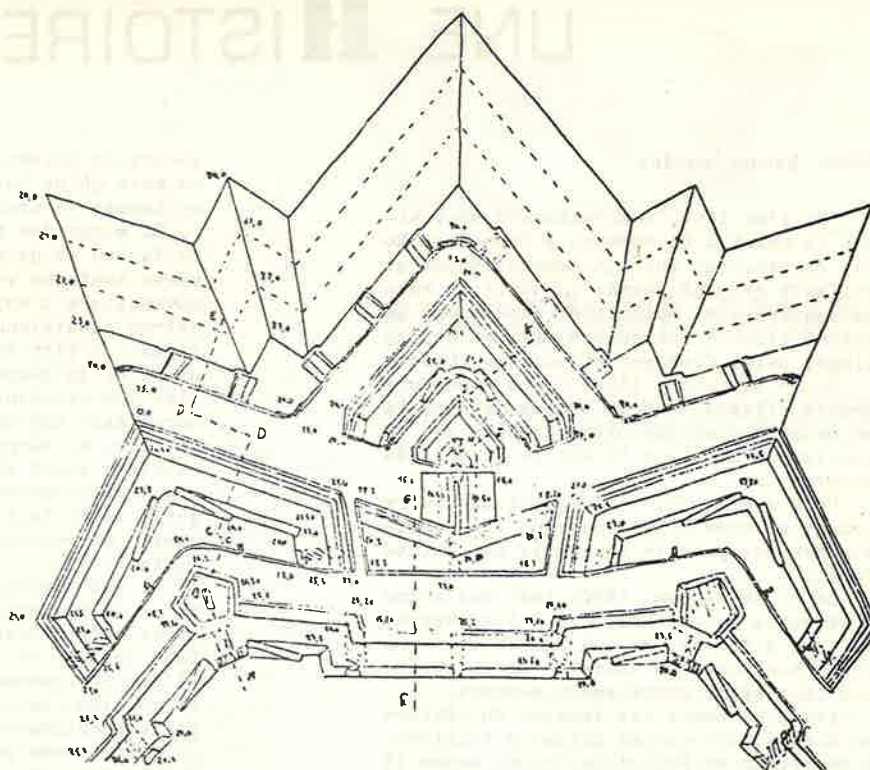
Au lieu de ça, le citadin est dégouté de son lieu de vie par les cadences infernales de son travail, abruti par des moyens de transports conçus pour abrutir. Comment ne deviendrait-il pas à la première occasion ce touriste caricatural, et pas encore assez caricaturé, qui ne témoigne envers les gens qu'il rencontre que d'une arrogance illimitée?

Le touriste circule et pour lui rien n'est habitable. Le paysan voit passer le monde à sa porte, mais il passe le monde, comment l'arrêter? Comment lui parler? Et que défend-il ce paysan qui rejette également ceux qui se fixent près de lui et ceux qui marchent sur le même chemin que lui, "son chemin" ?



Alors peut-être que le transhumant ne viendra ni de la ville ni de la campagne, peut-être qu'il ne sera ni un produit du travail aliéné ni de l'exode rural. Peut-être sera-t-il de ceux qui ont, par une idée folle martelée en tête, reconstitué l'espèce de camp insouciant, la prison ouatée qui sont les nôtres maintenant.

Mais auparavant voyons déjà les barreaux enveloppés de velours kaki de notre cellule, admirons la vue toute en contours durement marqués, résolument spectaculaire dont le touriste a fait notre paysage...



Le N°3 de TRANSHUMANCES s'ouvre sur quelques scènes de la vie militaire dans les Alpes hautes. En fait c'est plutôt une tentative de démilitariser l'histoire et la géographie du pays. On a tellement répété que l'armée était la clef de voûte de l'économie que même les militaires finissent par le croire... Cette histoire-là c'est une histoire possible et arbitraire, ce n'est pas la seule. On peut en proposer d'autres, beaucoup d'autres.

Au lieu de l'armée promue pilier de la vie sociale et économique de la région, nous nous lisons l'armée et le pouvoir d'Etat comme parasite majeur de la région, lui ayant toujours interdit de s'épanouir, lui imposant sans cesse de nouveaux équipements, sans doute indispensables à la survie du pouvoir central, mais nullement à la vie au plan local. C'est un parti pris. Et qu'est l'histoire officielle sinon un parti pris officiel? C'est une histoire en remplacement de l'autre, aussi vraisemblable.

Comme on disait hier, et encore un peu aujourd'hui, de l'armée qu'elle est la seule solution pour l'économie de la région, on dit aujourd'hui, comme si cela allait de soi, que c'est le tourisme qui est la dernière chance de survie de la région. Survie le mot est juste, car la mono-activité touristique c'est ce qui se produit quand tout le reste a échoué. Partout où le tourisme est dominant on peut distinguer l'échec d'une politique d'ensemble et l'habileté d'une minorité prompt à faire passer d'abord ses propres intérêts.

Le tourisme il faut le faire éclater d'urgence avant qu'il ne prenne, avant qu'il ne gèle le pays, il faut le secouer, éviter qu'il devienne tout à fait système. Actuellement il est encore pulvérisé, chacun tire de son côté, chacun exploite tant qu'il peut. C'est parce que le tourisme est encore une idée assez nouvelle. Mais peu à peu, quelques personnes se partagent le gâteau, leurs territoires se limitent, ils fixent des frontières. Là est le système qui avance chaque jour.

Ce numéro aura donc deux axes: l'un dirigé parallèlement à l'armée, aussi arbitraire qu'elle, l'autre dirigé vers le tourisme, tentant de déjouer un peu le système qui s'organise, tentant de jouer le jeu de la multiplicité, d'attaquer le tourisme par tous les angles pour en récupérer ce qui peut encore être récupérable, tout ce qui n'est pas déjà marqué par le système, sans que nous nous refusions le plaisir rare de nous contredire les uns les autres, car notre système, enfin celui que nous inventons pour l'instant, est éphémère et soluble dans le temps.

1 - Armée, bandes armées

"En l'an 1690, les Vallarins sont allés de nuit à St Germain, à Pramol et Roche Platte, ont tué 135 hommes, femmes et enfants et mené grande quantité de bestail, average et mullets et auparavant estoient allés à Mantoulles, piller draps, linge, pain, fromages et autres choses.

Le 1^{er} Septembre 1690, il ce donna une grande allarme, à deux heures de nuit, le monde estant sauvés les soldats de la garnison d'Abriès y firent de grands désordres.

Le 2 septembre, il ce donna une autre grande allarme à Mollines que les ennemis avoyent pris la vachairie de Saint-Véran.

Le 21 Septembre 1690, les Vallarins sont venus piller brusler Valpreyveyre, village d'Abriès, ont tué un homme et une femme sans que les soldats de la garnison leur aient donné aucun secours.

Le 15 Novembre les troupes du Prince de Savoye sont venues piller à Mollines, à Costeroux et Fontgillarde; ont amené 15 mullets, 24 vaches et 200 bestes à layne sans que personne aye fait aucune résistance, ny sans que les soldats y soient allés ny fait aucune déffense; et ils netaient que 30 des ennemis.

Le 19 (avril 1691) y est allé un détachement de 100 soldats français qui ny ont rien fait."(1).

Fastidieux n'est-ce pas? Tellement quotidiens ces vols, ces rapines, ces égoïsmes, tantôt chez l'un, tantôt chez l'autre, à chacun son tour. Et pourtant, quelque chose se dessine, les bandes armées deviennent des armées c'est-à-dire des appareils d'Etat. Alors que la bande armée pillait partout sur son passage, l'armée elle ne pille plus, de préférence, qu'une fois passée la frontière. Mais une armée tolère qu'une autre armée pille sur son territoire. En somme on s'échange le droit de piller, sans se heurter. L'armée, appareil naissant, a surtout le souci de se conserver, de se nourrir. Elle a déjà bien assez de mal à se ravitailler pour ne pas se livrer à des actions défensives qui s'ajouteraient à sa mission quotidienne de pillage. Parce que la guerre c'est un raté finalement dans le fonctionnement de l'appareil le mauvais calcul d'un roi ou d'un dictateur ordinaire.

L'armée, donc, plantée sur les alpages, organisme phagocytant la société rurale, admet qu'une frontière existe entre deux Etats, mais que cette frontière est beaucoup plus importante que les paysans qui peuplent les deux pays de part et d'autre. Le pays est le même des deux côtés: taillable et corvéable à merci, mais en respectant les tours de rôles des bandes armées successives.

Les premiers dialogues armée-nation ne sont même pas du pillage parce que la société rurale n'existe pas pour l'armée elle ne la voit pas, elle ne l'estime qu'en tant que "bestes à layne, mullets, femmes et fromages."

2- Vivre dans le système, on y laisse une part de soi

Et puis le pillage finit par devenir une partie intégrante de l'économie des pays frontières. Il suffit de produire et de se priver un peu plus et la troupe y trouve son compte.

Mais les stratèges reconsidèrent la géographie du pays et s'aperçoivent qu'il faut un peu la remanier pour donner à l'Etat un caractère durable et, à défaut de frontières stables, des lignes plus arrières absolument impénétrables. Ce sont alors les quelques villes existantes qui deviennent la cible de l'Etat. Comme la campagne était correctement quadrillée par le passage des troupes victorieuses ou défaites, apathiques ou agressives, ce fut le tour des villes de supporter l'empreinte de l'Etat, de voir bâtir autour d'elles des enceintes disproportionnées. La monumentalité des constructions atteste que la région n'avait rien à voir là-dedans, qu'elle n'importait que dans la mesure où elle faisait communiquer et donnait accès au centre du royaume. Les

vocations naissent comme cela. C'est comme cela qu'on forme les mémoires et qu'on impose la tradition.

En marge des fortifications "généales de Vauban et de ses élèves qui ne furent après tout que vulgaires flics, des normalisateurs d'espace, de sinistres géomètres conditionnant la vie des gens aux lignes de tirs rasants, à la portée du canon et du mousquet, intégrant l'habitation des citadins, leurs gestes, et leur corps dans une défense qui n'était plus la leur, en marge de cela, les citadins vivaient quand même, moins sensibles aux grandioses parements de pierre qu'à ce qu'il subsistait d'habitable dans ce cercueil de maçonnerie que devenait leur ville.

Il est remarquable que les fortifications de Briançon, par exemple, n'aient servi qu'une fois dans l'histoire. C'était en 1815 et Vauban était donc dépassé par de nouveaux théoriciens de la fortification. La ville fut mise en défense par ses habitants, c'est-à-dire en marge d'une armée régulière. 1815 à Briançon fut la revanche de la ville sur l'Etat déserteur, ce fut une victoire de l'instinct de vie sur l'instinct de mort, matérialisé par les fortifications. En 1815 les assiégeants furent tenus en échec au même titre que la fortification dont les briançonnais reprirent possession. Ce fut l'esquisse d'une réappropriation de la ville par ses habitants.

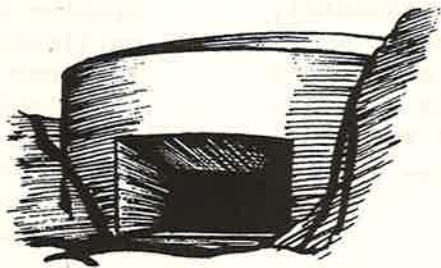
Mais de tous temps en fait, la fortification fut moins systématique qu'on ne dit aujourd'hui, par un curieux souci de remettre en valeur le centralisme royal, parce que les citadins parvinrent à retourner la fortification à leur service. Puisqu'elle était là, pesante, contraignante, autant l'utiliser comme carrière de pierre, mur contre lequel construire, jardins, bassins. Il n'y a finalement que le XX^e siècle et ses obsessions touristiques pour admirer ces tristes murailles, et non pas en achever la ruine qu'elles mériteraient pour ce qu'elles ont réprimé d'esprit communautaire.

Les fortifications de la ville de Gap place de peu d'importance militaire (mais dans un système c'est l'ensemble, l'articulation qui importe et non tel point particulier), si l'on en croit les registres d'archives, n'ont pour ainsi dire jamais cessé d'être ruinées. Elles ne pouvaient soutenir aucun assaut sérieux. Disons qu'elles filtraient un peu la population et rentraient dans les conditions d'un marchandage avec un agresseur éventuel qu'elles ralentiraient dans sa progression s'il devait en faire le siège.

Ces fortifications-là finalement s'intégraient un peu dans la vie de la ville comme une espèce d'équipement collectif, n'importe quoi, un stade, une autoroute, parfaitement inutile, mais qu'on ne mettrait pas en question. Exercice d'appropriation, souplesse de l'imaginaire pour oublier le caractère défensif et surimprimer un caractère habitable, presque habitable.

On bouche, on colmate comme on peut le ruban infini de la "muraille". Les consuls prièrent "M. le Gouverneur de ceste ville leur permette de fère tomber les pierres qui sont au dessus la brèche de porte Garcine, pour estre employés à icel le brèche, attendu que la ville n'a moyen d'en trouver ailleurs"...(1614).

On s'arrange, on s'entend. Où commence la muraille et où finissent les maisons? "Guil. Davin se plaint des poursuites exercées contre lui, pour avoir pris quelques pierres vers "la tour appelé de Rochas", qui appartiennent non à la ville, mais à des particuliers, qui lui ont permis de les prendre."(1616).



Elle est presque utile cette muraille on y adosse les tas de fumier, mais ensuite le mur se pourrit, ce qui nécessite encore réparation, les eaux de pluie creusant le mur par dessous, dans ces fosses à purin improvisées. Plusieurs siècles avant et après le "général" Vauban, les gapençais restent toujours aussi étrangers à la fortification systématique. Les soucis des consuls de la ville restent les mêmes: ouvrir ici, fermer là, réparer. A partir de 1790 pourtant des autorisations sont données de prendre les pierres des vieilles fortifications en même temps que le trop grand nombre de brèches est un facteur de désordre.(2).

Des fortifications de Gap il ne reste rien ou presque. N'est-elle pas aussi admirable cette ville qui justement a réussi à surmonter ses fortifications, à les digérer, à les faire disparaître dans la pratique de ses habitants?

Les fortifications sont des objets militaires consommables. Pourquoi les préserver si cela doit se faire au détriment d'une vie sociale déjà difficile en ville?

INTERLUDE

Ces deux tableaux offrent deux versions de la présence de l'Etat dans le pays: la version terreux, c'est l'Etat pillard, l'Etat criminel; la version plus arrangeante: allons-donc les affaires de l'Etat ne sont pas si éloignées des vôtres, vous pouvez prendre des libertés avec ses appareils si d'un autre côté vous êtes productifs!

D'un côté l'Etat pille par l'intermédiaire de ses agents, de l'autre il laisse accommoder ses appareils, ses monuments (les fortifications) si en contrepartie on reste dans une conformité productive.

D'un côté la campagne, que l'Etat n'a jamais admise que comme territoire rebelle, de l'autre la ville, lieu du pouvoir par excellence, ce qui ne veut pas dire que des juridictions plus efficaces ne puissent être mises en place s'il le faut: couvre-feu, état de siège, loi martiale. Mais la ville c'est déjà le pouvoir, alors le pouvoir d'Etat y est à l'aise, il n'a plus qu'à s'y convertir.

Troisième volet, plus de ville ni de campagne, un espace indifféremment occupé. On passe sur plusieurs siècles d'armée pour constater que le tourisme en a pris la place quant à l'invention de formes nouvelles de conquête de l'espace et que l'armée est réduite à être un immense appareil policier qui ne reconnaît plus aucune frontière. Tout s'ouvre à elle.

3. Formes militaires, formes touristiques

Le tourisme donc n'est pas encore un système, pas encore tout à fait un quadrillage de l'espace qui ne tolère aucun vide. Il s'implante petit à petit, au gré des bonnes fortunes des promoteurs et des spéculateurs. Mais il y a quand même un canevas qui commande l'exploitation touristique: ce canevas c'est l'aménagement militaire de l'espace, ce sont les routes, les sentiers, les cols, les passages obligés, les panoramas, les lieux dont la traversée est interdite et ceux dont elle est obligatoire. Le système militaire, lui, est sans failles, pas de blanc, pas de vide. Dans la description militaire de l'espace tout a un nom. Rien ne subsiste d'innomé entre les parcs naturels et les champs de tir, entre la ville et la campagne. C'est cette rigueur que l'armée communique au tourisme pour le rendre systématique.

Pas de place pour l'imaginaire là-dedans.

4- De l'armée partout et nulle part

Lorsque tout sera quadrillé par le tourisme ou par les centrales nucléaires ou par n'importe quelle autre sorte de police, l'armée sera partout chez elle. Elle manœvrera partout en "terrain libre" selon l'expression nouvelle. Plus besoin de camps d'entraînement, le Larzac c'est dépassé, désormais l'ensemble du territoire qui n'est plus ni civil ni militaire au sens classique du terme, est à sa disposition.

Dans le même temps l'armée entreprend des opérations de relations publiques, "Armée-Nation", qui consistent à nettoyer tel ou tel coin, à faire une adduction d'eau ici, débroussailler là, bref à renforcer les autres appareils d'Etat là où ils sont déficients. Dans les régions où "le désert gagne" l'armée est la dernière présence de l'Etat, et a donc loisir de se substituer à lui autant qu'elle le peut.

Aujourd'hui les conditions de la guerre ont changé. Les communications, les services ont plus d'importance qu'auparavant. L'intendance et la logistique ont autant d'importance que l'artillerie. Mettre en état de défense, relier, faire communiquer a autant de poids que le combat lui-même. Toutes ces opérations de mise en état, de prestation de service, d'entretien des communications sont autant de manœuvres en temps et en espace réels que l'Etat-Major se paie sur le dos des civils "pour leur rendre service", pour les aider lorsque l'Etat "civil" les a abandonnés. Cela c'est la tâche des appelés, d'assurer les arrières, d'organiser le pays comme une base. Pour les engagés, troupes de chocs, la politique étrangère française ménage toujours quel que endroit de la planète où les balles sifflent vraiment, où "c'est pas du pipo". Les dernières manœuvres les plus réussies ont nom Liban, Tchad, Mauritanie, Zaïre. Désormais il n'y a plus de déclaration de guerre. La guerre est immédiate. Pour y faire face, la solution c'est d'entretenir des gens qui n'en sortent jamais, qui sont en guerre permanente. C'est pour ça le Zaïre, le Tchad et la Mauritanie, même si ça sent aussi l'uranium le fer et le cuivre.

Quand l'armée parle de ses images de marque, elle veut restaurer ses images anciennes, le piou-piou fêté dans son village, l'armée comme une partie de la nation, l'armée dans le peuple "comme un poisson dans l'eau" disait l'autre. Elle tente de faire croire qu'elle existe encore en tant qu'appareil alors qu'elle s'indifférencie dans un quadrillage policier de l'espace. L'armée ça n'existe plus, ce n'est plus qu'une manière de parler. Ce qui reste c'est de la police: police du territoire national, libre d'aller où elle veut, police internationale, intervenant pour défendre des intérêts économiques et puis aussi pour garder le contact avec le "frisson de baroud".

Pourquoi le terme de police, pourquoi l'armée n'est plus qu'un vaste appareil policier? Parce que ce qu'on appelle d'un mot impropre la guerre ne signifie plus aujourd'hui que circulation, communication, drainage, triage, identification, renseignement. Les "guerres" ne se jouent plus qu'à coups de renseignements et maintien des circulations (des hommes, des engins, des messages...).

Alors les camps militaires c'est vraiment désuet, puisque la communication n'a pas de limites. C'est bien tout le pays qu'il est nécessaire de parcourir si l'on veut que l'armée réalise sa mission de police.

Dès lors l'importance du tourisme ne devrait plus être à démontrer: il est là pour occuper quelques parcelles du territoire (c'est-à-dire du territoire militaire) puisque tout le territoire est militaire mais il le fait sous un faux nom sous le nom de tourisme. Le tourisme occupe en attendant... Il tient disponible à toute réquisition militaire l'espace dit touristique.

Et dans le temps que l'armée s'acharne à obtenir quelques hectares de Larzac

c'est l'Etat giscardien qui lui donne un grand camp d'entraînement (550.000 km² + des dépendances africaines) qui a juste les dimensions et les formes de la France, quelle coïncidence!

5- Du tourisme comme agence militaire

Alors dans tout projet d'aménagement du territoire, dans tout projet d'aménagement touristique, il y a une lecture militaire indispensable. Le tourisme c'est maintenant la remise à des acteurs civils d'un projet militaire que l'armée devenant police n'ose pas encore prendre à son compte. Mais en fait c'est la même chose. Le tourisme occupe l'espace comme l'occuperait l'armée, il le transforme comme elle le transformerait et il lui garde disponible. L'armée peut réinvestir quand elle le veut cet espace qu'elle a mis en gérance.

Mais alors pourquoi le tourisme n'est il pas déjà système, puisqu'il se calcule sur l'armée? L'appareil militaire, et l'appareil de la nouvelle police tiennent à lui garder ce caractère éclaté, dispersé, séduisant, "libéral", inorganisé, parce que si le tourisme se figeait, on lirait clairement en transparence des motivations qui n'ont rien à voir avec le grand air, le soleil et les loisirs.

6- Le système c'est la mort

Résister au système, ne pas le voir, ne pas vouloir le voir, c'est une dépense d'imaginaire irréparable.

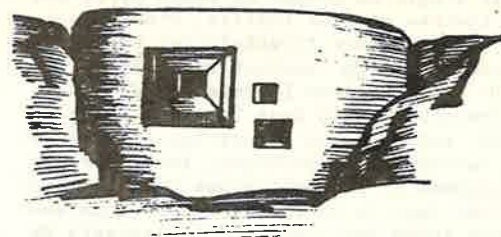
Le système s'imprime sur l'espace, conditionne ses habitants, les mutile, les apprivoise, les uniformise, c'est-à-dire les rend aptes à porter un uniforme, n'importe lequel.

On voyait tout à l'heure les gapençais vivre avec leurs fortifications, s'approprier cette petite part du système. Mais quelle dépense d'imaginaire, et à quoi cette force inventive n'aurait-elle pu être (mieux) utilisée! Et maintenant face au tourisme, refuser d'en voir le système hésitant, c'est déjà l'accepter, le conforter, s'y soumettre, même si, à l'opposé, c'est dur de ne pas vouloir être l'esclave de ce qui vous fait vivre.

R.S.

(1). J. Tivollier, Molines-en-Queyras (Mémoire du notaire Garcin 1668-1694), 1913.

(2). Inventaire sommaire des archives communales, antérieures à 1790, rédigé par l'abbé Paul Guillaume, Gap, 1908.



5

ENCASERNEMENT ET PROMISCUITE:

UNE VILLE ET L'ARMÉE

La violence ne consiste pas tant à blesser et à anéantir, qu'à interrompre la continuité des personnes, à leur faire jouer des rôles où elles ne se retrouvent plus, à leur faire trahir, non seulement des engagements, mais leur propre substance, à faire accomplir des actes qui vont détruire toute possibilité d'acte." Emmanuel LEVINAS

La situation présentée ici se situe à Briançon et a comme interlocuteurs l'institution Armée, principalement représentée par le corps de la Gendarmerie et le milieu civil.

La Gendarmerie dispose en zones de montagne d'un peloton spécialisé, nommé P.G.H.M., c'est-à-dire Peloton de Gendarmerie de Haute Montagne, qui intervient en matière de secours en haute montagne.

Comme toute spécialité au sein d'un groupe homogène, le P.G.H.M. est considéré comme "quelque chose" d'un peu à part dans l'imagerie populaire et par un certain nombre de militaires eux-mêmes. Mais leur appartenance à l'Armée reste le moteur essentiel de leur activité, de leur existence.

Intégrées dans le Briançonnais de longue date, l'armée par sa présence historique, la gendarmerie par son peloton spécialisé, jouissent d'une acceptation passive de la population civile. Cette dernière subit cette extension progressive du territoire militaire qui enveloppe la vie quotidienne.

"Le territoire de l'armée c'est la terre

Nous allons, pour illustrer cette brève analyse, nous servir d'un conflit qui a opposé, récemment, et qui oppose encore certains civils ayant fait publiquement part de leurs réflexions concernant l'Appareil Militaire (Cf. Des soldats pour quelle guerre? Briançon-Demain, n°9, Novembre 77, et la polémique dans le n°10) et des militaires, des gendarmes qui dans des relations de voisinages, au cours de sorties en montagne, se rencontrent fréquemment.

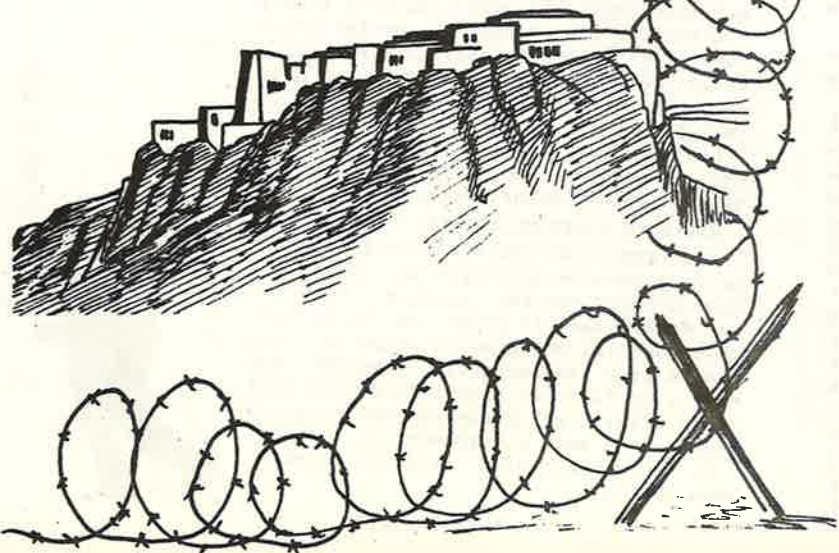
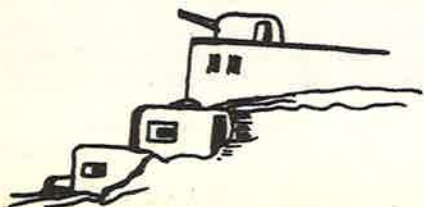
Aux idées exprimées une réaction d'auto-défense a fait face. A des propos politiques, des réactions affectives ont répondu. La discussion devenait impossible et la cohabitation au sein d'une petite ville est devenue un peu plus difficile pour certains. "Comment pouvez-vous écrire des choses pareilles? Le secours en montagne est une chose utile..."

L'institution est en danger... Il semblerait même que ce soient les personnes qui la composent que l'on va exterminer!

La situation qui découle de ce conflit amène quelques questions. Comment est organisée l'armée pour que civils et militaires s'identifient à cette institution sans regard critique?

Nous allons essayer d'y répondre. Le mode d'existence militaire et celui des gendarmes est basé sur l'Ordre. L'Ordre étant cette organisation du secret, secret qu'on ne peut lever, car l'institution pourrait se fissurer.

La société militaire comme tout corps social existant, prétend s'être donné des règles pour organiser sa vie interne et ses projets, car nul ne peut vivre avec d'autres sans règles. L'Armée nous fournit l'exemple le plus complet de prise en charge de l'individu, de sa famille: L'ENCASERNEMENT.



Il s'agit de couper du monde civil les militaires et leur famille. C'est une opération de pure stratégie, qui vise à ne permettre aucun contact réel entre civils et militaires (hormis ceux que la hiérarchie décide dans le cadre ARMEE-NATION, mais qui eux fixent les limites de la rencontre). A Briançon, longtemps les gendarmes et les militaires ont été éparpillés dans la ville, dans des appartements loués par l'Armée. Les contacts de voisinage ont facilité l'insertion de l'institution dans la vie locale. Mais depuis peu, les gendarmes sont rentrés dans l'ordre, on les a "enfermés" dans un espace limité...

Cette normalisation de l'habitat des familles de militaires se complète d'un nomadisme forcé: l'institution invite tous les 3 ou 4 ans les militaires à déménager. Ces changements fréquents de lieux provoquent des troubles familiaux, psychologiques comme toute famille en éprouverait dans semblable situation.

On constate, pour les exceptions, c'est à-dire pour les familles résidant longtemps à Briançon, une insertion plus grande, des engagements pris à différents niveaux par les femmes et les enfants des militaires, ce qui parfois entraîne des déséquilibres familiaux.

Au P.G.H.M., certains gendarmes étant "du pays", ils arrivent souvent à finir leur carrière à Briançon. La présence "d'enfants du pays" au sein de ce corps, favorise les contacts entre la gendarmerie et les civils et contribue à maintenir une situation ambiguë entre l'institution Armée et le monde civil.

L'institution militaire, pour exister en tant qu'organisation sociale, équilibrée et égaler les autres formes existantes, doit se travestir de morale. Pour atténuer la pensée de la permanence de la guerre, "chose" qui existera toujours, puisqu'elle a toujours existé, de la tuerie, du crime, de la répression, qu'elle a pour elle-même, elle donne à vivre une sur-morale qui s'étendra à toutes les formes de vie quotidiennes, c'est une représentation morale et politique comme famille-patrie...

Toutes les possibilités d'existence sont contenues dans l'institution, comme si ses limites, purement illusoire, étaient les limites réelles des possibilités de la vie. Au dehors plus rien. L'armée est une forme de vie irréelle, mais il ne faut pas dire cela car les militaires n'ont pas le droit de désespérer.

Militaires et gendarmes sont des individus qui ne peuvent vivre les contradictions de leur temps.

Une des causes principales de cette identification au corps que représente l'armée, est le fait que le militaire n'exerce plus une fonction mais vit un sacerdoce. Il devient anonyme dans une société mythique, irréelle, anonyme.

L'institution Armée a développé une "culture armée" à l'intérieur de la société bourgeoise. Comme la société bourgeoise, elle a créé un langage qui est devenu commun à ceux qui s'identifient à ce milieu. Il y a un abus qui consiste à transformer l'histoire en nature. Cette confusion entre le politique, le vécu et le naturel donne naissance au bon sens petit-bourgeois, au "ce qui va de soi", au "c'est comme ça", au "on ne discute pas..."

La parole militaire naît et prend forme dans ce monde irréel qu'est celui du mythe. Le mythe qui donne une forme, une signification, un système de communication (hiérarchique), un message (défense, sécurité nationale).

Le militaire est un dangereux consommateur de mythes: l'histoire qu'il nous propose de lire est celle des morts, des champs de bataille, des invasions, à travers le gouffre béant des meurtrières, mais non l'histoire, l'histoire du quotidien, l'histoire populaire: il nous prive de notre histoire. Impuissant à imaginer un Autre, un être libre, il s'identifie à la bourgeoisie et devient comme beaucoup d'entre nous (et même moi) un "petit bourgeois", seul mode d'existence possible... Une autre figure du mythe est la "balance": le militaire s'il accepte d'emblée un ordre, n'accepte pas le réel: il le réduit dans un premier temps à ses équivalents puis pèse; s'il constate une égalité il s'en débarasse. Le mythe bourgeois se représente souvent par le "je ne veux ni de ceci, ni de cela"... On a souvent entendu au moment des élections des militaires dire: "moi j'en suis ni de droite ni de gauche..."



SUITE A L'ARTICLE METTANT EN CAUSE
LE 159° R.I.A. ET SON CHEF, TRANS-
HUMANCE N°2 PAGE 14, ON NOUS PRIE
D'INSERER:

Messieurs du Comité de Rédaction,

Le Chef de Corps du 159° R.I.A., très touché par l'intérêt que vous portez au Régiment et à la formation personnelle de son chef, vous remercie vivement de vos conseils éclairés.

N'ayant été à l'école de la décision que pendant 6 ans d'opérations au sein de la Légion Etrangère, il a certes beaucoup à apprendre dans ce domaine de vos expérimentés conseillers. D'autant qu'il ne s'agissait que de décisions sur le terrain et non sur le papier.

En outre diplômé d'Etat-Major et breveté de l'Ecole de Guerre, il n'a enseigné lui-même Clausewitz (quelque peu périmé d'ailleurs) que pendant 7 (sept) ans comme professeur à l'Ecole d'Etat-Major d'où ces lacunes dont il sait gré à votre très compétent Comité de Rédaction de bien vouloir s'occuper.

.....
Décidément, messieurs, la fatuité de nos jours ne connaît pas de limites.

.....
Il vous prie de croire à une considération qui ne se démentira pas

On nous écrit... de part et d'autre.

Ci-dessus la réponse d'un lieutenant-colonel pris à partie dans le n° 2 (avec légèreté de notre part puisque, comme il nous le confirme, nous vivons dans un monde de spécialistes où chacun exclut l'autre (à l'aide) de son savoir). Précisons que les menaces étaient inutiles. Nous ne sommes pas des hors-la-loi. Nul besoin de nous en rappeler la lettre. Ce n'est d'ailleurs pas la menace qui nous fait publier le texte ci-dessus, mais notre propre exigence de liberté. L'esprit de liberté on l'a en soi avant de le rechercher dans la loi.

Nous éprouvons trop l'"information" quotidienne des moyens d'intoxication de masse, nous savons trop ce qu'est un monopole. Nous ne voulons pas en reproduire les abus.

Toutes les collaborations sont les bienvenues. Toutes les réponses aussi.

Mais le dialogue n'est pas suffisant. Il faut le polylogue. Il faut permettre à d'autres voix de s'élever, de celles qu'on étouffe et qu'on méprise, les voix minoritaires les plus vraies.

R.S.



Ne pouvant réellement développer leur regard critique les militaires s'interdisent ainsi qu'à leur entourage toute évolution.

La propagation des idées militaires dans la population civile de la région a fait du briançonnais ni un civil ni un militaire. Tout le monde est absorbé dans un monde indistinct, incolore. Le mythe est dépolitisé, l'armée a su s'en servir.

L'analyse trop brève nous montre pratiquement qu'il est impossible à un militaire, même s'il est secouriste en montagne, d'être libéré du mythe que véhicule le l'Armée.

Les structures institutionnelles relèvent d'une stratégie efficace qui ne permet que peu de débordements.

Quelques rares militaires ont accepté la confrontation orale. Après la parution de l'article déjà cité un, peut-être deux d'entre eux ont voulu y répondre par écrit, mais le poids de la hiérarchie pour les engagés, le poids de l'idéologie pour les retraités, pesaient sur eux... Un "citoyen bien informé des questions militaires" répondra dans Briançon Demain n°13 mais anonymement...

Le secret sera bien gardé... L'ordre sera sauf...

L.M.



IQUE-COMMUNIQUE-COMMUNIQUE-COMMUNIQUE

Patrice est mort depuis plus d'un mois le vendredi 16 juin, au cours d'une épreuve du Brevet d'Alpiniste Militaire (consistant entre autres en une marche devant être effectuée en un temps record). Ce jour-là notre camarade Patrice FRASCI NETTI, incorporé le 3 Octobre 1977, disparaissait. On devait retrouver son corps le lendemain dans la Guisane.

Déjà en Mars dernier, 16 de nos camarades avaient été gravement gelés. Mais la leçon n'a pas suffi. Rien n'a changé. Comme rien n'a changé depuis la mort de Patrice. Les chefs n'admettent toujours pas la moindre responsabilité dans ces drames. Après une minute de silence, on classe l'affaire et on enchaîne sur la préparation du défilé du 14 Juillet.

On a essayé de nous faire croire que Patrice avait été victime de son inconscience et même qu'il s'était suicidé. Ses camarades savent bien que là n'est pas la vérité. La hiérarchie militaire voulait simplement étouffer l'affaire, pour des questions de prestige, continuant à ignorer les dangers de la montagne. Ne pouvait-on, par exemple, réaliser un balisage efficace pour cette épreuve qui envoyait en montagne des personnes peu expérimentées, notamment dans la descente du Prorol sur Serre-Chevalier ?

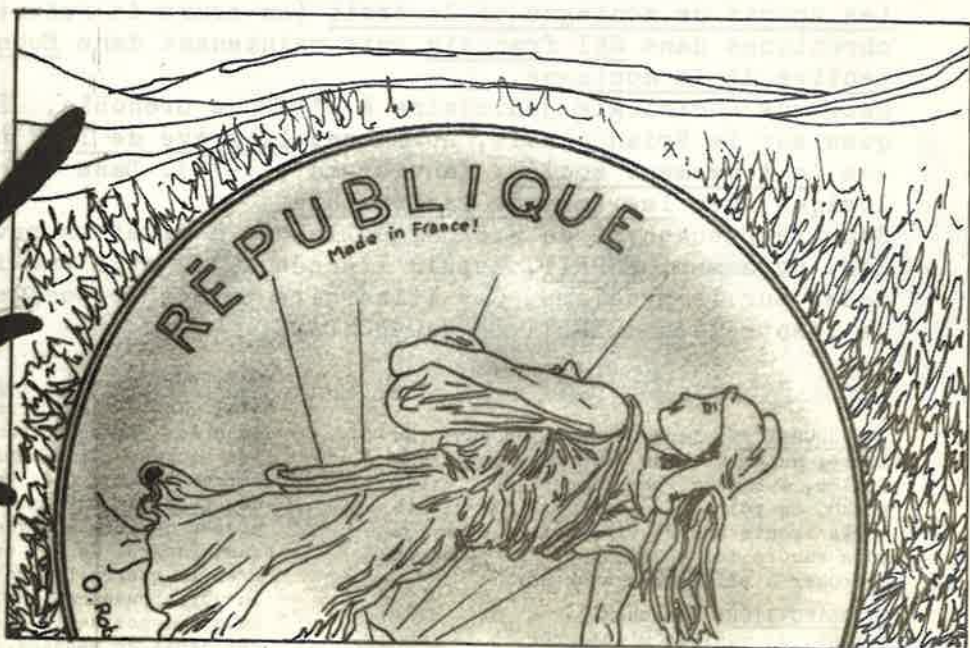
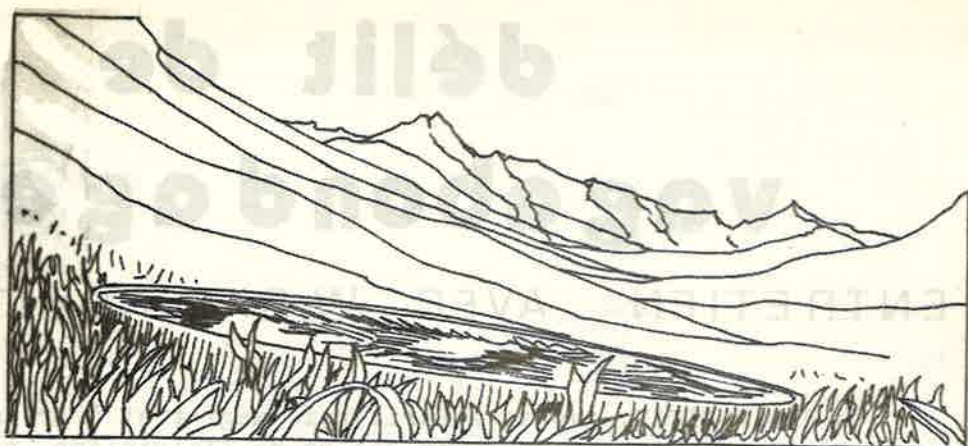
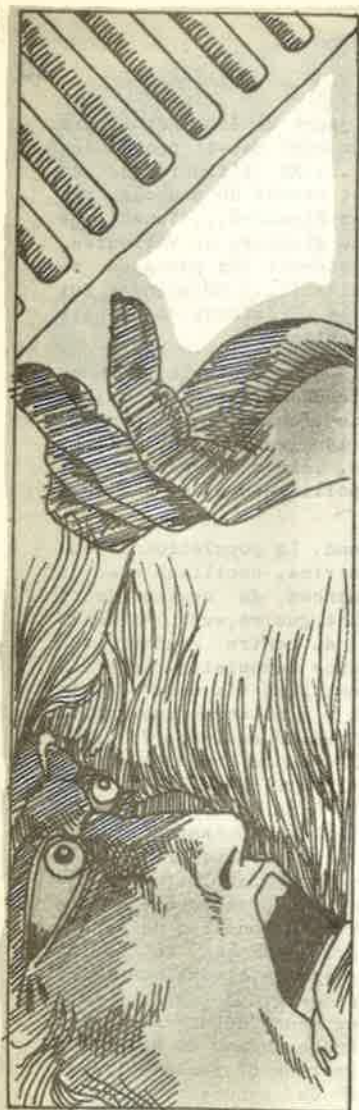
Combien de morts faudra-t-il encore, au 15.9, pour qu'on cesse de considérer la montagne comme un terrain de jeu...?

Comité de Soldats
du 159° RIA

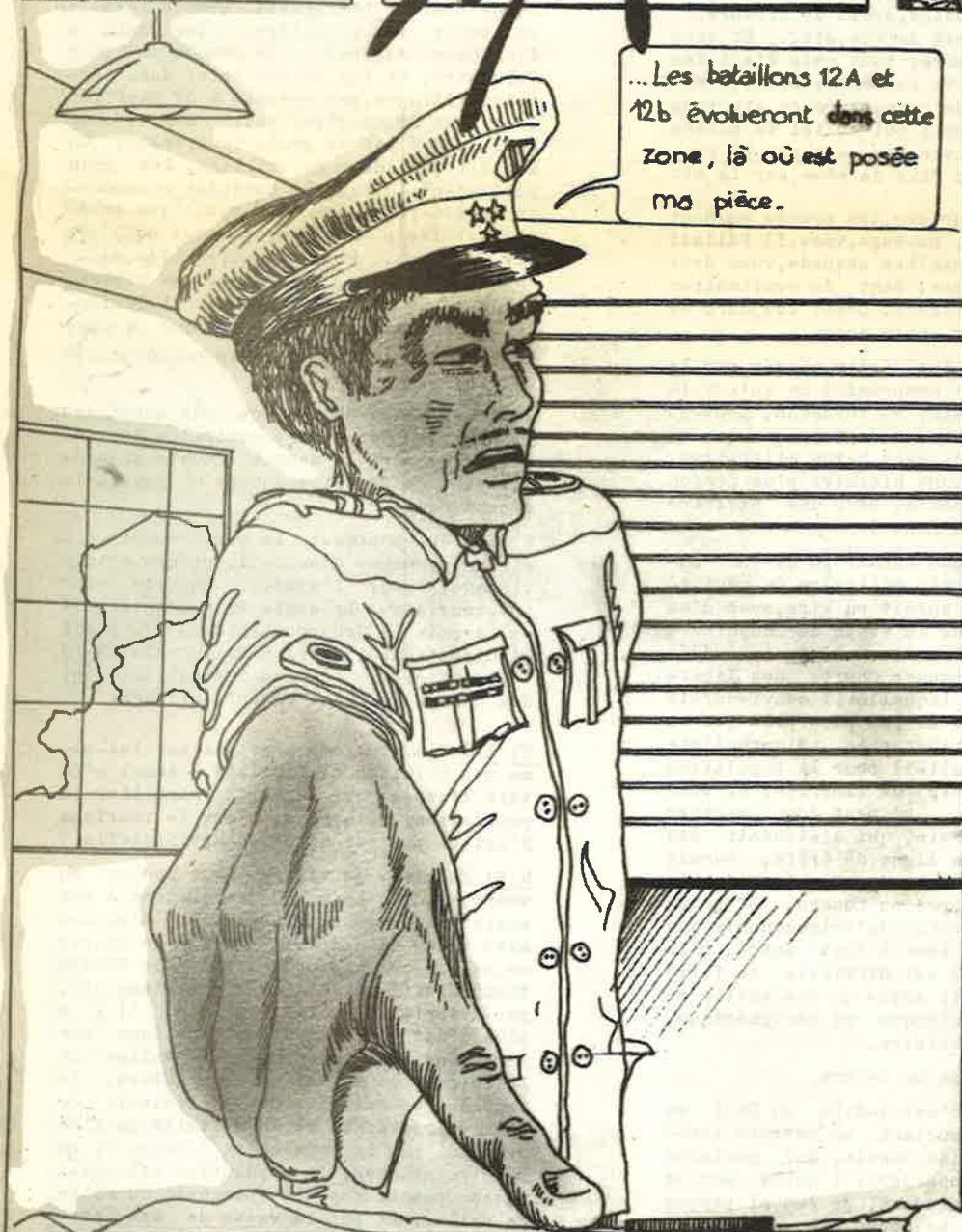
QU'AVEZ VOUS FAIT DE MES MONTAGNES ?







...Les bataillons 12A et 12b évolueront dans cette zone, là où est posée ma pièce.



Tiens, on va aller là où est tombée la pièce, ça a l'air d'être tranquille comme coin.



délit de vagabondage

ENTRETIEN AVEC W. RABINOVITCH

10

W. RABINOVITCH, avocat à Paris, puis magistrat à Briançon de 1945 à 1973. Pionnier du droit du ski et de l'alpinisme, par un livre, Les sports de montagne et le droit (en cours de refonte) et par ses chroniques dans SKI français puis maintenant dans Economie et prospective de la montagne.

Cours de sociologie judiciaire à l'IEP de Grenoble. Etudes historiques sur le Briançonnais, notamment La grève de 1907 à Briançon (revue Le Mouvement social, janvier-mars 1976). Dans le mouvement écologique avec les Amis de la Névachie.

Sous le pseudonyme de W. RABI, collabore à diverses revues nationales, notamment ESPRIT, depuis l'année 1934, et a publié diverses études sur le judaïsme. Cet itinéraire permet de comprendre le titre de l'entretien : DELIT DE VAGABONDAGE.

TRANSHUMANCES: Dans ce pays, ou dans un autre, qu'est-ce que les gens ont à défendre, à cacher, par rapport aux "étrangers", au point que Jean CARLES disait après trente ans de vie dans le pays: "je suis encore ici un étranger"? Et pourquoi chercher à s'intégrer à un pays?

W. RABINOVITCH: Mon chemin a été différent. Je voulais m'intégrer, à ma manière. Ce fut d'abord une recherche de racines, des racines terrestres outre mes racines ethniques et spirituelles. J'étais d'une part un étranger et aussi un citadin. Parce que j'étais un citadin, connaissant par cœur les rues de mon quartier, la nature a été pour moi une révélation. Et parce que j'étais un étranger, connaissant à peine le peuple français, j'ai voulu découvrir les hommes de ce pays. C'est pourquoi ma réaction face à l'armée est un peu différente de la vôtre. Au cours de mon service militaire, que j'ai surtout passé dans les camps, j'ai découvert à la fois la nature et aussi l'homme, l'ouvrier français, le paysan français. Ce fut là après l'école, le lycée et l'université, mon vrai contact... La recherche des racines, avoir une terre, avoir des sources, la conquête de son identité propre, c'est la quête propre à chacun de nous. Dans un monde qui change, c'est cette quête d'identité qui est essentielle. De là, au siècle même d'une tendance à l'homogénéisation de l'univers, et de cette autre tendance totalitaire de l'Etat, le mouvement irrépressible des courants nationalitaires (Bretagne, Corse, Occitanie...) Là-dessus un BERNANOS dit des choses admirables sur le besoin des sources, jaillies de la terre, jaillies de l'esprit. Relisons Bernanos, au moins depuis les Grands cimetières...

T: Mais personnellement, pourquoi Briançon ?

W. R: Vous savez, on croit mener sa vie, alors que c'est la vie qui vous mène, avec toutes sortes d'interactions entre les deux. Disons, en gros, il y a eu l'expérience de la guerre et toute cette longue interrogation. Et puis, à la Libération, on croyait vraiment à la possibilité d'avènement d'une société juste. Je croyais vraiment pouvoir participer à l'élaboration d'une société plus juste. Avant guerre j'étais avocat. Après la guerre, on manquait de magistrats à cause de l'épuration. Je fus candidat. J'ai été nommé ici. J'y ai été en fonctions pendant près de trente ans. J'ai refusé tout avancement. J'ai tenté de faire au mieux.

T: Votre expérience de juge, sur le terrain, ne vous a-t-elle pas conduit à mettre en doute ce qu'on appelle la convivialité? N'avez-vous pas été convaincu d'une certaine impossibilité de vivre ensemble? C'est déjà le problème de l'incompatibilité entre tourisme et société rurale.

W. R: Effectivement depuis la Libération, j'ai vécu la transformation de ce pays, dans les villages comme Névache et dans les bourgs comme Briançon. Il y a une phrase très dure de Paul NIZAN, dans Aden Arabie: "La France petit procès de procès de murs mitoyens". Il le disait avant guerre. Ce fut encore plus juste après la guerre. Le droit le plus constant la jurisprudence la plus ferme est tout ce qui concerne le chapitre des servitudes: droit de passage, droit de clôture, droit d'eau, droit de vue, etc... Et encore, avant la guerre, tout cela était tempéré par une sorte de convivialité, à savoir une sorte de communauté de vie rurale... Je passe chez toi et toi tu passes chez moi... J'ouvre des vues sur ta propriété et toi tu fais de même sur la mienne...

Mais, avec le tourisme, les procès se sont accrus: bornage, passage, vues. Il fallait trancher, d'une manière absurde, vues droites, vues obliques, tant de centimètres dans tel ou tel cas... C'est toujours ce que disait Nizan, mais accru.

T: En regardant les dégâts causés par le tourisme, on peut comprendre ce qu'est la convivialité. Mais, en revanche, peut-on imaginer une histoire de Briançon, qui se rait sans VAUBAN, sans héros militaires, sans frontières, une histoire plus profonde et plus épanouie, bref une histoire sans appareils d'Etat ?

W. R: Oui, Briançon aurait pu devenir autre qu'une bourgade militaire. On peut imaginer qu'elle aurait pu être, avec d'autres hommes, sans la vente du Dauphiné à la Couronne de France en 1349 (précédée en 1343 de la fameuse Charte des libertés, à propos de laquelle il conviendrait d'y aller voir d'un peu plus près que ne le fait l'historiographie triomphaliste locale: s'agissait-il pour la population locale d'une quête de libertés? ou bien de privilèges?)... on peut donc imaginer que le Briançonnais, qui s'étendait des deux côtés de la ligne de crête, aurait pu devenir une sorte de principauté autonome, comme Andorre ou Monaco. Et pourquoi pas? L'histoire du Briançonnais aurait été alors tout à fait autre. Mais actuellement, il est difficile de faire que Briançon soit autre qu'une entité géographique excentrique et périphérique, de formation militaire.

T: Ce qui suppose un centre.

W. R: Un centre c'est-à-dire un Etat et une capitale. Pourtant un certain irrédentisme du Briançonnais, une certaine tendance à reconsidérer l'unité perdue six siècles auparavant, je les ai perçus avec étonnement au cours d'un débat que nous avons organisé à la Libération. J'ai pensé alors que la seule ouverture économique pour notre région était davantage Turin et son industrie. Et peut-être aussi la seule forme d'indépendance. Mais ce la ne dura pas... Ce fut une flambée, la possibilité, à peine entrevue, d'une histoire qui aurait pu être autre... Les mauvaises habitudes ont repris, le clientélisme, la quête des subventions... C'est

là-dessus qu'on jauge un élu. Est-il proche du pouvoir ou non? Est-il proche des Finances ou non?... Et l'élu répond de même: oui, il est proche du pouvoir, oui il est proche des Finances... Tenez, je me suis trouvé au discours de Vallouise, et j'ai noté exactement les passages où la foule applaudissait... Eh bien: ce fut toujours quand le Président annonçait l'octroi de subventions...

T: Depuis donc 1907, à savoir la grève au cours de laquelle un millier d'ouvriers et d'ouvrières de l'usine de la Schappe menèrent le premier grand combat de leur histoire moderne, les comportements et les mentalités politiques n'ont pas changé ?

W. R: Rien, au fond. La population demeure très conservatrice, oscillant avec de très légères nuances du centre droit (par exemple avant guerre, avec l'attrait pour les ligues) au centre gauche (avec une certaine nuance démocratie-chrétienne). Mais vraiment rien n'a bougé, depuis 1907. En 1907 il y a eu comme une sorte d'appel messianique au seul mot de syndicat et de socialisme. Au cours de mon enquête auprès des vieilles personnes qui avaient travaillé à la Schappe, et dont les souvenirs étaient étonnamment précis à plusieurs reprises j'ai senti l'émotion profonde que certains mots suscitaient encore en eux. C'est alors qu'a éclaté cette grève, en fonction de conditions locales précises qui se conjuguèrent: misère paysanne, misère ouvrière, l'écho répercuté des grandes grèves nationales de 1906, un jeune député socialiste natif de Briançon du nom de Merle, le refus par la direction de reconnaître la représentativité du syndicat, l'apreté d'une classe bourgeoise qui entendait maintenir son privilège... Tout cela a finalement explosé... Au moment du Front Populaire, ce fut un peu cela, dans certains villages, par exemple à ST Chaffrey avant que ST Chaffrey soit définitivement saboté par le grand tourisme... On m'a dit que dans ce village, les gens pleuraient lorsque le candidat communiste venait faire son topo classique et évoquait les souffrances passées et l'avenir radieux... Puis toujours, les mauvaises habitudes... la quête des subventions... de même que l'espoir d'une nouvelle pluie d'or comme celle que le pays avait connue au moment de la construction des forts...

T: C'est comparable à ce que sont les grands chantiers: EDF, centrales nucléaires... Ça sert de masque à toute une réalité. Et ça réduit toujours un pays à la dépendance.

W. R: C'est pourquoi le seul commerce a été un commerce d'accueil, et non d'initiative, pour l'armée... ensuite pour les touristes. La seule grande entreprise, depuis la Schappe (1860-1932), a été le climatisme. Ici il a fallu créer. Mais les initiateurs ont été essentiellement des hommes qui sont venus d'ailleurs.

T: Mais le tourisme n'est-il pas lui-même une solution de facilité? Avant c'était l'armée, qui faisait travailler la population, maintenant c'est le tourisme. N'est-ce pas une solution artificielle ?

W. R: Ecoutez, je vois où vous voulez en venir. Et les amis qui assistent à cet entretien ne sont pas non plus d'accord avec vous. On ne peut éliminer le tourisme, malgré son caractère abusif de GRAND TRANSHUMANCE. Il est créateur d'emplois, par exemple dans les stations. Il y a plus d'une centaine d'emplois dans les remontées mécaniques dans la vallée de la Guisane et autant à Montgenèvre. Le problème essentiel c'est le contrôle de ce développement, et la maîtrise de l'opération par la population locale. Or en la circonstance, la population est réduite aux petits emplois (perchman ou fille de salle). Et par la vente de ses parcelles, elle perd à la fois la maîtrise foncière et le contrôle politique. Tout cela est parfaitement perceptible partout en montagne. Voyez Cercières qui a été à deux doigts de se soumettre, elle a refusé l'or blanc, gardé la maîtrise foncière, maîtrisé le tourisme, par une étude scientifique du seuil de saturation de cette vallée: résidents secondaires, campeurs, touristes, automobiles... A Névache le seuil de saturation a été franchi

depuis longtemps, et l'on ne peut plus que mener une bataille d'arrière garde, afin de maintenir certains acquis: zone naturelle protégée et lutte contre la mécanisation. A Cervières cela fut possible parce qu'une trentaine de chefs de famille ont décidé qu'il valait mieux vivre libre sur sa terre, même pauvre. Finalement, si les conditions ont une grande influence, c'est toujours l'homme lui-même qui décide de son destin.

T: Donc une population qui entend maintenir la terre à son usage agricole, plutôt que de vendre et de vivre de la rente foncière. Mais l'intérêt actuel de l'agriculteur est de parvenir à faire classer sa terre en zone constructible au POS, parce que, après lui, il sait que personne ne reprendra l'exploitation agricole.

W.R: C'est en fait ainsi généralement. Et peut-être même que si en 70 le promoteur avait accordé ce que les paysans de Cervières demandaient (à savoir 5F. le mètre) au lieu d'une somme dérisoire, peut-être que Cervières aurait accepté le mirifique projet de station internationale à 10.000 lits. Devant l'apreté du promoteur, ils ont eu une réaction d'orgueil: nous ne sommes pas à vendre... Reste le problème majeur pour un jeune citadin qui désire s'installer dans nos villages, et les cas ne sont pas rares. Il se heurte au problème foncier. La SAFER ne peut rien, et ne fait rien. Dans le discours de Vallouise le Président est muet sur ce point essentiel... Eh bien, un jour il faudra en venir à l'action directe, comme le font les paysans de Normandie qui entendent que la terre reste aux paysans. Mais encore faut-il que ce besoin soit fondamental.

T: N'avez-vous pas une fois cité le livre de Pilot de Thorey ?

W.R: Oui, c'est un ouvrage qui a paru en 1882 (1) où l'auteur cite certains usages et coutumes de Dauphiné. Car nous sommes en Dauphiné, bien que les gens ne le sachent plus, tant l'administration briançonnaise est rattachée à des centres différents: Marseille (pour la région, l'administration, l'Education, la Justice administrative), Nice (pour les Douanes), Lyon (pour l'Armée, sauf erreur de ma part), Grenoble (pour la justice civile et pénale) et que sais-je encore?... Tout cela prouve que l'unité fondamentale et profonde de Briançonnais est littéralement mise en pièces et que notre petite région n'a plus de centre... Même Briançon n'a plus de centre, si l'on excepte le carrefour des feux au pied de la Chaussée qui constitue le centre parfait de toute cette pagaille... Il n'y a pas de centre socialement parlant non plus. La société ici est cloisonnée. Les gens ne connaissent que leur groupe socio-professionnel de classe... Il a fallu la bataille écologique pour que je puisse entrer en contact vrai avec d'autres que ceux de mon milieu naturel.

T: Et cet ouvrage donc évoque le droit de retrait, en usage dans certaines localités, au moyen âge.

W.R: Au terme de ce droit de retrait, tout proche du vendeur est en droit d'exercer un droit de préemption sur le bien. Cela ne semble pas exister en droit français. La préemption de la SAFER ressemble un peu à cela. Mais la SAFER n'a pas de moyens, ni peut-être le désir. Il me semble même qu'elle fait barrage contre les jeunes agriculteurs, ce pourquoi il y a tant d'incidents à propos du squattage des fermes abandonnées. Mais il y a quelque chose d'analogique en Autriche, ce qui permet à la population locale de conserver la maîtrise de son destin par la maîtrise foncière.

T: Il y a tout de même quelques moyens juridiques qui s'offrent aux communes. Il y a des ZIF (zones d'intervention foncière), mais encore faut-il que les élus aient le courage de mener cette politique, et surtout qu'ils aient les moyens financiers pour financer les réserves foncières.

W.R: Il y a cependant des signes très nets d'un mouvement de retour au pays, tendant à redécouvrir les racines. Sources d'eau, oui, mais aussi sources intérieures. Pour toutes les raisons indiquées au début de cet entretien, ce mouvement me paraît irrésistible. La détermination de son identité est devenue, pour chacun, un besoin majeur.

T: Vous n'avez pas répondu à ma question du début, à propos de Jean CARLES: "mais qu'est-ce qu'ils ont donc à cacher, à dé fendre?"

W.R: Sans même peut-être s'en rendre compte, ils ont à défendre une mémoire collective, le souvenir d'une unité perdue, une histoire marginale mais unique pour eux, une communauté faite de fraternité, mais aussi de jalousie, de mesquineries et de rancunes. Voyez ce qui s'est passé dans son village après la publication du livre d'Emilie Carles, et de quelle nature furent les reproches qui lui furent faits... Elle avait révélé le "secret", et "trahi" le groupe en révélant les événements du village et tout ce que l'on doit garder entre soi. C'est là une réaction propre à toutes les minorités, où l'unité est assurée par ce serment implicite de ne rien révéler à autrui. et par

des mots de passe... Finalement j'ai l'impression que nous percevons ici comme l'ultime ligne de défense de ces villages qui entendent maintenir une unité fragile.

T: Les racines ne sont-elles pas plutôt à rechercher dans l'avenir à construire?

W.R: Un lieu est nécessaire. La population française constitue une nation, mais cette nation comporte des peuples divers. A chacun de ces peuples d'affirmer, face au totalitarisme de l'Etat, contre le centralisme technocratique qui entend contrôler la vie entière de chaque individu de la naissance à la mort, contre la tendance à neutraliser toute capacité de vie démocratique, d'affirmer son autonomie et sa personnalité. J'appartiens à un peuple qui a toujours oscillé entre le lieu et le non-lieu. Je suis d'ici et d'ailleurs. En un mouvement dialectique qui va d'ici à ailleurs. A travers les frontières, par des relations historiques et spirituelles, supra-nationales. PEGUY disait que la survie de ce peuple, sans armée, par la seule puissance de l'esprit était un exemple unique dans l'Histoire. Le problème de la survie du peuple juif est un mystère. MARX a une thèse, à savoir que ce sont les conditions historiques qui ont assuré la survie. Cette thèse est niée: ce peuple aurait survécu par la seule volonté. En tout cas, il faut retenir deux faits: le défaut de toute centralité et le défaut de toute autorité hiérarchique. Le défaut de centralité a fait que, après la destruction d'une communauté, celle-ci pouvait se reconstituer ailleurs, car la persécution n'a jamais été simultanée ni dans le temps ni dans l'espace. Quant au défaut de hiérarchie, c'est un principe constant depuis la période exilique (VIème siècle avant notre ère). Est-ce un modèle universel? Je ne sais. Mais il y a un prix à payer, en chaque génération. De là, toujours, par delà la vulnérabilité de notre existence et la fragilité de notre condition, cette impatience de court-circuiter l'histoire, et de parvenir au plus vite aux jours messianiques. Oui, dans cet esprit les racines sont aussi, comme vous le pensez, dans l'avenir.

(1). Pilot de Thorey, Usages, fêtes et coutumes en Dauphiné, Laffitte, 1977.

FIN



LA BRETAGNE

C'EST LA

MONTAGNE

ET

INVERSEMENT

Quimper, Juillet 1978.

Chaque année le "mitage" de la carte progresse. Partout cette concentration insupportable de "petites-maisons-bretonnes-dans-le-plus-pur-style-du-pays". C'est une éruption. Le mal couvait depuis des années, maintenant ça y est, il est identifié. Mais déjà c'est trop tard: le pays se meurt, c'est la crise avant l'agonie. Mais qu'on ne s'y trompe pas, partout dans le Finistère, à l'exception des zones péri-urbaines, on meurt plus qu'on ne naît. La population vieillit, les activités (agriculture, pêche, industrie) ne trouvent plus d'ouvriers.

De quelle gangrène s'agit-il?

La Bretagne est occupée par l'armée des touristes, qui plantent leurs fortins dominateurs sur tous les endroits stratégiques: dunes, marais, plages, ports. Devant cette offensive massive les bretons se sont trouvés enrôlés malgré eux dans une sorte d'effort de guerre qui a mobilisé toutes les énergies productives, reconverties dans les services, la construction, le commerce. Les hommes ont quitté les bateaux et la terre, les jeunes sont partis, humiliés.

Pourtant, individuellement, chacun de ces touristes est tout à fait respectable. Il s'agit d'employés, d'ouvriers, de cadres, de retraités qui ont tous mérité leur repos et leur calme. Mais tous ensemble, bien qu'ils s'en défendent, participent à cette occupation.

La montagne, la campagne, le littoral sont malades de la ville, de la concentration capitaliste des énergies, de la main-d'œuvre, des logements, des usines. La ville devient un lieu concentrationnaire d'où on ne rêve à juste titre que de s'évader: mais retrouver une autre prison, un autre désert un autre territoire occupé où l'ordre règne mais où la vie est absente.

La construction des résidences secondaires ("Mon rêve") masquent le dépérissement du pays et cela tous les industriels le savent: s'ils n'investissent plus en Bretagne c'est parce que la main d'œuvre manque, parce que l'"effort" touristique a canalisé et spécialisé les énergies vers le secteur non productif, parce que le marché local n'est plus solvable, sauf en période d'invasion touristique.

Pas un jeune tenté par l'agriculture qui ne sache que s'installer est impossible: la terre a perdu toute valeur d'exploitation, d'outil. Elle est devenue une rente de spéculation, incompatible avec une rentabilité propre. Pas une banque qui n'affectionne la Bretagne parce que l'endettement y est tel que plus rien n'appartient aux bretons. Pas une coopérative agricole ou d'armement qui ne vive d'expédients financiers dangereux.

Les bretons sont dépossédés comme le sont les montagnards: de leurs biens, de leur terre, de leurs villages, de leurs coutumes, de leur travail, qui n'ont plus qu'un intérêt attractif, pittoresque, distrayant pour le touriste...

Attroupement ici devant les "vieux loups de mer" qui réparent leurs filets...

Attroupement là autour du berger et des brebis effrayées...

A quand les attroupements autour des ouvriers des presses de chez Renault...

A quand les vacances de 10 millions de ruraux tous ensemble à Paris...

P.M.

DANS LEUR ASSIETTE

LES PLURI-ACTIFS

Salarié et agriculteur aujourd'hui, pluri-actif demain: un témoignage.

Coincés entre la nécessité d'exercer un travail salarié pour survivre, la non rentabilité de leur exploitation agricole et l'amour de la terre et des bêtes, que peuvent ceux que les technocrates guindés appellent les pluri-actifs ? Un agriculteur-salarié raconte.

"Avant, il y avait l'élevage. Des vaches ou des moutons. Il fallait beaucoup de foin parce que l'hiver est long, un peu de grain pour enrichir l'ordinaire du troupeau."

"Mais la longueur de l'hiver, finalement, ce n'est pas le plus ennuyeux. Mais par contre les bêtes cela demande qu'on soit toujours disponible. De jour comme de nuit, si une brebis met bas à 1 h du matin, il faut y aller. Des vacances, n'en parlons pas. Et l'été, il faut rentrer le foin. Il suffit qu'il pleuve ou que le temps soit à l'orage pour qu'on se couche quelques heures à peine avant de se relever. Un rythme fou... Pas de loisirs, et par dessus un travail fatigant pour un petit gain... Et puis une année ça va, l'autre pas: l'irrégularité des récoltes entraîne une grande insécurité. Pour toutes ces raisons, les fils d'agriculteurs abandonnent la terre. Aussi parce que la vie moderne entraîne trop de frais qu'un simple agriculteur ne peut rembourser. Pour amortir le tracteur c'est 25 heures par jour qu'il faudrait travailler."

En plus de cela, les marchés sont bouchés parce que la viande d'élevage est moins chère et blanche. Le cheptel montagnard est menacé. La solution: vendre, abandonner. Et c'est ce qui se produit. Les derniers agriculteurs sont ceux qui plus que les autres sont attachés à la terre et à leurs bêtes.

"Mais il faut quand même manger. Alors on s'embauche sur les chantiers, dans les stations de sports d'hiver. Là le salaire est sûr (mais évidemment il y a un patron...) Je suis obligé comme les autres d'avoir un second emploi qui nous permet de vivre et de préserver la ferme." En fait c'est le tourisme qui permet cette subsistance de l'agriculture et de l'élevage.

"D'un autre côté, le tourisme mange les terres. On vend les meilleures terres, les mieux exposées pour bâtir. Les terres agricoles diminuent, ou alors elles sont parsemées de résidences secondaires ou de toiles de tentes. Il faut avoir vu les foins piétinés, les poubelles, les traces de feux de camp dans les pâturages, il faut avoir vu ce touriste foutant la pannique au milieu du troupeau pour voir de près la laine d'un mouton..."

En fait, le tourisme tel qu'il est conçu rapproche dans le même espace des gens trop différents, qui ne sont pas préparés pour se rencontrer ni pour se comprendre. Rien n'est fait pour les y aider.

"Il a fallu dire un jour à un brave touriste qui jouait gentiment aux boules dans un pré: "et moi si je mettais mes brebis dans votre assiette". Parce que la nourriture des bêtes, il faut la respecter puisque à la fin du compte c'est la nourriture des hommes. Il faut respecter la nourriture des bêtes autant que nous respectons la notre."

Mais si le tourisme permet à l'agriculteur de survivre grâce au salaire d'appoint qu'il procure, en même temps il l'étrouffe, lui interdit peu à peu de rester celui qu'il veut être.

"Lorsque ma génération arrêtera de travailler, personne derrière ne reprendra le relais. Bien sûr il y a l'aide de l'Etat. Mais elle repose sur un système de primes par tête. Le plus gros propriétaire reçoit donc proportionnellement la même aide que le petit. Cette aide ne tient pas compte de la situation locale, plus dure au nord du département qu'au sud."

Peut-être qu'on retient les agriculteurs à la terre un peu à cause du chômage mais surtout parce qu'ils entretiennent la montagne. Le touriste a besoin de voir des troupeaux, des prés fauchés. Pour lui c'est seulement plus joli. Pour nous c'est plus que ça.

"Alors les emplois complémentaires, ils sont créés pour qu'on reste à la terre, pour qu'on assure la propreté de la montagne sans laquelle le tourisme n'est plus possible."

Ce que veut le tourisme finalement c'est une montagne propre, cultivée, rassurante, mais sans agriculteurs. Il ne tolérera bientôt que des jardiniers dociles mais les vrais agriculteurs qui travaillent parce que c'est ça leur vie, ceux-là sont condamnés.

Pourquoi rester, pourquoi attendre cette ére du fonctionariat agricole, pourquoi continuer malgré tout. "Par amour de la terre, par amour de mes bêtes."

Une réponse à laquelle devraient réfléchir les technocrates. L'amour de la terre, l'amour tout court, échappe à la planification.

Marc P.

UNE CLASSE DANGEREUSE:

LES SAISONNIERS

Le tourisme n'est donc pas encore système, il est en passe de l'être, il est à l'ordre du jour. De fameux technocrates mettent au point les rôles qui devront y être joués, programment les mots qu'il faudra y prononcer, les gestes et les actes qu'il sera convenable d'y reproduire.

Le petit agriculteur doit céder la place au jardinier de la nature. L'ouvrier saisonnier doit disparaître devant la figure grandissante du pluri-actif.

Alors en attendant on dévalorise les anciens rôles. Tenez, regardez le saisonnier, on nous le présente comme une espèce d'animal instable qui calquerait son temps de travail sur celui des saisons. Ce serait un mutant saisi par le travail selon les saisons de la vie. Un insecte muant, filant, besognant à saisons fixes et, l'heure venue, se recroquevillant dans un terrier plus ou moins sûr.

En somme les saisonniers accepteraient d'être saisonniers parce qu'ils sont comme ça, c'est tout, c'est leur nature. Il y aurait un chromosome particulier pour le sai-

sonnier. A ce compte-là, c'est de la science-fiction de dire que dans l'ordre du Kapital, la saison l'été, l'hiver, c'est d'abord une notion économique. C'est parce que les patrons ont un maximum de fric à ramasser en créant des saisons artificielles, en créant des pointes de profit, à chaque période appelée saison, qu'il faut des travailleurs appelés saisonniers. C'est plus rentable d'exploiter à fond l'or blanc puis l'or vert que de mettre en valeur un minerai moins noble qui serait blanc et vert et non plus blanc puis vert.

Changement fondamental dans leur statut: quand ils seront pluri-actifs les saisonniers continueront à obéir aux saisons économiques. Il leur reste à conquérir les saisons intermédiaires, l'automne, le printemps, à les recoller aux saisons dites de pointe. Maîtrise du temps, maîtrise du travail, maîtrise de l'espace.

°°

Et cette pauvre cloche de tourisme, l'inépuisable vache à lait, la poire, le pigeon, lui aussi il est asservi à la saison. Il est pour lui aussi l'arbitraire de la saison; pourquoi l'été et pourquoi l'hiver? On n'ose rêver d'une race de touristes-squatters de leur lieu de vacances, qui regarderaient fuser le temps et les étoiles en s'émerveillant des demi-teintes du printemps et des ocres de l'automne. Ceux-là à tout jamais auraient perdu, avec tous leurs rôles d'urbains ou de néo-ruraux, l'arrogance du conquérant, l'angoisse du li eu; de vrais nomades je vous dis, immortels sans doute...

R.S.

UNE ESPECE

A PROTEGER:

Donc pour dissimuler la catégorie bien trop réelle des saisonniers, les économistes inventent à tour de bras des notions telles que la double-activité ou la poly-activité appelée encore pluriactivité, ce qui est à peu près aussi significatif que d'analyser le travail des gens selon qu'ils fument la pipe et/ou portent des bretelles. Il a été décidé que tout devait être ramené à la pluri-activité, avant de savoir si elle était réellement mesurable et si n'était pas seulement un fantasme de technocrate. L'idée existe donc par décret technocratique, mais le statisticien est à la traîne, il n'est pas encore parvenu à faire apparaître la pluri-activité dans la clarté des chiffres.

Mais au fait, quelle est la définition officielle de la pluri-activité. Selon l'INERM (1), "est considérée comme exploitation pluriactive celle où une personne (chef d'exploitation ou membre de la famille habitant et travaillant sur l'exploitation, exerce en plus de son activité sur cette exploitation une autre activité rémunérée."

Il n'est pas indifférent de savoir que sur 100 chefs d'exploitation agricole exerçant une autre activité, plus de 6 d'entre eux sont cadres, patrons ou professions libérales et le nombre d'aides familiaux qui sont aussi patrons, cadres ou professions libérales est un peu plus grand. Il n'est pas indifférent de savoir que la taille moyenne de leur exploitation est de 25ha. Ces pluri-actifs aisés ont-ils le souci de préserver un patrimoine, une tradition familiale et n'avaient-ils jamais d'intention spéculative.

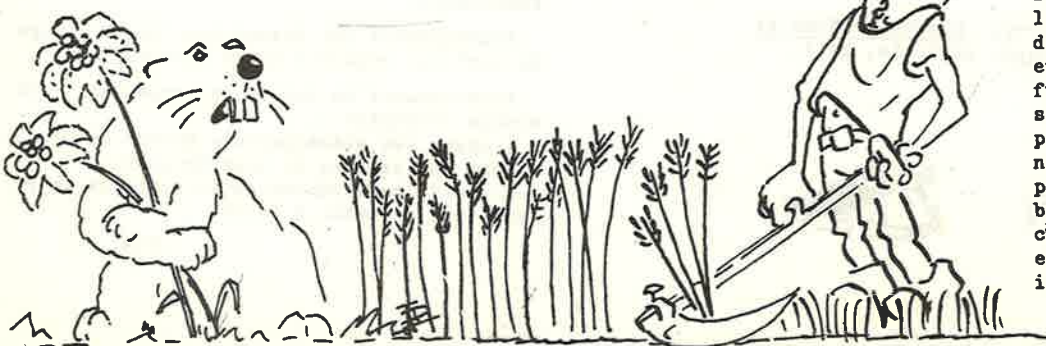
C'est donc une notion très commode de cette pluri-activité. Enfin se trouvent mis, par les chiffres, sur un pied d'égalité, le paysan pauvre, perchman l'hiver et le patron qui passe son week-end à la campagne. Un pas important vers la société sans classes est franchi.

Disparaissent donc de la scène le saisonnier, le petit agriculteur et l'agriculteur de plaisance qui parasite la campagne et fait monter le prix des terres. Grâce à la pluri-activité, ces acteurs économiques (qui ne peuvent donc plus être en contradiction les uns avec les autres) sont identifiés selon leur performance écologique. Le technocrate encourage donc la pluri-activité, elle est bonne pour la montagne. Peu importe que le pluri-actif soit agriculteur et millionnaire ou agriculteur et smicard, ce qui importe c'est qu'il contribue à l'entretien des sols et à la préservation de la nature c'est-à-dire de la montagne telle qu'elle est née du discours d'un président.

Dans une étape ultérieure, il faudra sûrement éliminer les petits agriculteurs pour les remplacer par de gros spéculateurs, des pluri-spéculateurs, qui, en attendant que montent les prix du terrain, jardineront gaiement entre deux conseils d'administration.

R.S.

(1). Institut national d'études rurales montagnardes.



LA TANGENTE

QUELLE TAILLE

POUR L'EXPLOITATION

AGRICOLE

MONTAGNARDE ?

AUTARCIE OU CAPITALISME

Un moyen efficace de lutter contre l'exode rural est l'endettement des petits agriculteurs. Ceux-ci trouvent leur place dans le système capitaliste, qui du coup ne veut plus les lâcher si vite, en s'endettant. Ce qui fait que ce système qui les contrôlait déjà automatiquement par le marché où ils sont bien contraints de livrer leurs produits, les contrôle maintenant par le marché des machines agricoles et des engrais auquel ils sont contraints de s'approvisionner pour rester compétitifs.

Le matériel s'use vite, il faut le changer souvent, il faut aussi augmenter la productivité si l'on veut survivre: tout cela se fait au prix d'un sur-travail que l'agriculteur s'exige de lui-même. Ce type d'entreprise agricole en fin de compte est typique de l'exploitation capitaliste, c'est peut-être ça la forme type d'agriculture dans le capitalisme, parce que le travailleur est sur-exploité, et bien que ce soit lui qui s'inflige ce sur-travail, ce n'est pas pour autant qu'il pourrait s'en passer. Il survit parce qu'il se sur-exploite et il se sur-exploite pour rester proche du marché capitaliste, pour ne pas se laisser décoller.

Pour le capitaliste c'est l'idéal cette situation, ce travailleur qui s'adapte de lui-même à la norme capitaliste, au marché, libre de s'endetter et de s'user prématurément au travail, ces denrées qu'il apporte sur le marché en bonne quantité et en bonne qualité et qui s'alignent sur les denrées pilotes produites par les grandes exploitations et ces investissements qu'il fait en machines, en agro-alimentaire. Voilà sans doute là forme spécifiquement capitaliste de l'agriculture. Le paysan moyen est un "irremplaçable producteur d'aliments à bon marché, que la société capitaliste, le pouvoir économique ou politique, ne cherchent nullement à éliminer", écrit René Dumont.

Un chalet, deux permanents, un village de montagne du Queyras. La tangente est un lieu de rencontre et d'échanges. Ce lieu doit être à la base de projets et de réalisations multiples (activités, travaux manuels, voyages...)

Un parisien prend la "TANGENTE": J. Marc, agent de publicité à Paris, souhaitait vivre en montagne. Après une expérience malheureuse d'organisation de séjour en montagne, il décide de créer lui-même sa propre association avec quelques amis. Il découvre, par hasard, un ancien hôtel de 50 places, désaffecté, près de Fontgillarde, village proche de Saint-Véran à 2000 mètres d'altitude.

Après avoir installé le chauffage, complété l'équipement: la maison ouvre en 1977. La saison donne des résultats positifs. Ils décident de continuer.

Les deux permanents Gilles et J. Mars, ne seront payés que cette année à partir du mois de juillet. Jusque là ils étaient au pair.

Une "lubie longue" !

L'objectif de l'association est dans un premier temps de "vivre des vacances vécues et non consommées", mais "tout en contribuant au développement et à l'animation de la vallée." Ne plus débarquer avec ses gros souliers de la ville en disant aux populations "indigènes" qu'elles n'y comprennent rien qu'elles ne font rien, que l'animation n'est pas leur affaire, ou bien qu'on va leur apprendre à se

Reste l'autarcie, l'autoproduction, l'auto-suffisance ou la toute petite production. Cette forme-là est réellement en contradiction avec le capitalisme. Elle est aussi en contradiction avec l'idée d'un marché, d'une coopérative qui contrôlerait la production de telle région. Elle ne consomme rien, ne produit rien. Alors? Alors reste à savoir si ces petits agriculteurs ne vont pas être quand même récupérés, s'ils ne vont pas à leur insu participer au système, s'ils n'y sont pas déjà rentrés malgré eux. Et certains thèmes de l'écologie d'Etat, distribuant des rôles et des tâches, encore officieusement, ne sont-ils pas là pour, d'abord dans l'esprit puis dans les faits, assimiler les agriculteurs autarciques aux jardiniers de la nature, à des combattants silencieux mais efficaces contre une nature ensauvagée? C'est à eux d'y répondre, à eux d'accepter ces rôles ou de les démonter.

R.S.

prendre en mains. Venir, d'abord parce qu'on en a assez de la ville dans un endroit encore vivable, pour y vivre. Les deux permanents, qui ont passé l'hiver au village racontent: "on se rendait service, cette année l'hiver a été très rude, le village est resté isolé pendant une semaine... Le chasse-neige était bloqué sur la place, il a fallu prendre la pelle comme tous, et faire le chemin ensemble... Durant cette semaine il y a eu un mort, on a dû creuser jusqu'au cimetière... Le ravitaillement assuré par l'hélicoptère n'était pas suffisant: on échangeait des produits congelés..." Il semble que la volonté des permanents soit de s'intégrer au mieux de la vie locale

Un projet de longue haleine.

S'intégrer pour participer à la vie locale tel est l'un des objectifs de TANGENTE; "d'abord faire de l'hébergement en proposant une maison ouverte, à laquelle tous peuvent participer. Dans un deuxième temps proposer des stages, principalement de bois, car c'est l'activité principale du pays. Dans un troisième temps "contribuer au développement des activités de la vallée", en créant, à terme, une coopérative ouvrière, dans le domaine du lait, en essayant de relancer une transformation sur place du lait en fromage (tome, bleu du Queyras), dans le domaine du bois, à partir des stages.

Un projet de longue haleine qui ne demande qu'à mûrir.

Pour tous renseignements pratiques s'adresser à :

LA TANGENTE
FONTGILLARDE
05390 MOLINES

L.M.



MARÉE S'ALLANT...

Quand la marée s'en va, il reste un damier merveilleux de "vassières", de "fares", d'"adernes" et enfin d'"oeillet" où après évaporation on récoltera le sel.

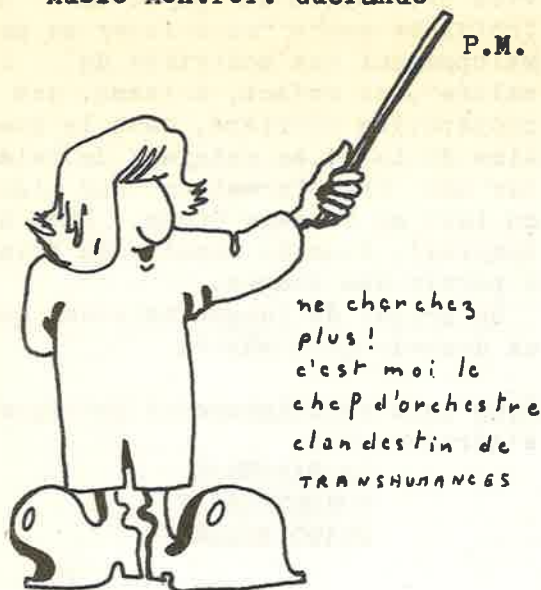
Mais voilà, les marais salants du Pays de Batz "ne sont plus rentables", tout comme l'agriculture de montagne. Alors pour désenclaver La Baule qui manque (!!) de plage (ou plage) à béton, on va construire une autoroute à travers le marais salant.

Finis le marais...
Finis le microclimat...
Finis le travail...

Et tout cela pour faciliter la spéculation foncière et touristique. Tout cela pour une économie qui ne marche que trois mois l'an.

Grâce à cette autoroute, les paludiers, les artisans, les pêcheurs les paysans, les parqueurs ont un avenir tout tracé. Aussi sinistre qu'un tracé d'autoroute. A côté du béton, ils ne comptent pas.

Pour tous renseignements écrire au :
Président du Syndicat des Paludiers
Musie Montfort Guérande



A LIRE

ALTERNATIVES
NON-VIOLENTES
N° 29-30 Juil-Oct 78
SPECIAL
OBJECTION DE CONSCIENCE

Avec un dossier historique, politique et juridique; le point de vue des organisations d'objecteurs; des prises de positions de partis, syndicats, etc; la situation de objecteurs dans le monde...

88 pages, 10 F
Adresse : BP 28 69341 LYON
Cedex 2
C.C.P. : 2915-21 U Lyon

QUE FAIRE DES TOURISTES ?

Un dilemme néo-colonial: les civiliser ou les tuer ?
L'hiver dernier, au Casset, un vacancier se déplace, à pied, sur la piste de ski de fond. Il y enfonce profondément ses "gros sabots", détériorant la trace. Un moniteur passant par là lui en fait la remarque, et la réponse vient, caricaturale: "Je suis en vacances, moi, je fais ce que je veux ici. Et d'abord, c'est nous qui vous faisons vivre, nous payons, alors vous n'avez qu'à la fermer!"

Que faire contre ça, les tuer ?
Une telle réponse révèle la méconnaissance totale du milieu montagnard (est-ce vraiment nous que le tourisme fait vivre?) et en même temps une affligeante conception des vacances, temps de dévouement où tout est permis: n'est-on pas chez les sauvages, à 1.000 km de chez soi, loin de la "civilisation" urbaine et de ses contraintes ?

Comment ne pas rapprocher cette histoire vraie d'une autre, également vraie, qui se passe en Afrique. Dans un pays musulman, à l'heure de la prière, un chauffeur arrête son car rempli de touristes, s'agenouille au bord de la piste. Des touristes, allemands ceux-là, s'étonnent de cet arrêt non programmé dans leur dépliant touristique, et, lorsqu'ils en comprennent la raison, éclatent de rire, sous les yeux du croyant impassible, perdu dans sa prière. Quelques heures plus tard, les mêmes, exceptionnellement descendus de leur car, rencontrent une paysanne qui revient de son champ d'arachides avec sa récolte, un maigre panier disputé aux cailloux et au soleil. Ils s'extasient de retrouver là les "cacahuètes" qu'ils connaissent et s'en remplissent les poches. Comment ne pas approuver la fureur de la paysanne qui les fit déguerpir à coups de pierres ?

Là-bas comme chez nous, l'incompréhension est la même, incompréhension de deux mondes, mépris de l'occidental pour "ces sauvages d'indigènes", mépris du citadin pour ces "pauvres types qui ne vivraient pas sans nous."

Ce même mépris dont les "gentils membres" de tel Club Méditerranée font preuve, dans leur ignorance, lorsqu'ils se promènent quasiment à poils dans les rues d'un village nord-africain. Les "gentils organisateurs" auraient au moins pu leur dire combien une telle tenue peut être choquante pour ces hommes de mentalité musulmane qui les acceptent chez eux. Mais peut-être n'en sont-ils même pas conscients ?

Et d'ailleurs, la question se pose-t-elle? Chez nous, comme en Afrique, le touriste est en pays conquis et y a tous les droits, et la question qui se pose plutôt à lui est celle-ci: que faire des indigènes, puisqu'il semble y en avoir encore? Les civiliser ou les tuer ?

Il est indispensable d'en garder quelques uns en Afrique, pour les photographier (ça fait partie du paysage), et quelques uns aussi, pour le repos entre deux safaris ou deux guerres du Shaba. Chez nous c'est plus délicat. Il n'y en a déjà plus beaucoup, et mieux vaut les civiliser, c'est-à-dire les assujettir au touriste et au tourisme. Le tourisme a besoin d'un minimum de main d'oeuvre locale. Pas pour la photographie, elle ne vaut même plus ça, elle a perdu tout pittoresque. Mais il faut qu'elle soit docile et pas chère et qu'elle sache bien que seul le bon vouloir de la métropole lui permet d'exister. Pas question de créer des activités locales qui pourraient offrir d'autres emplois et permettre au pays de se libérer du protectorat.

Et voilà, le tour est joué, tout est pour le mieux. Aux métropolitains les vacances, aux entrepreneurs en tourisme les profits, aux indigènes les miettes quand on veut bien leur en jeter, et surtout, le mépris.

Rêvons, rêvons d'autre chose...

Je connais des vacanciers qui ont emporté un souvenir inoubliable de leur séjour chez nous. Ils ont eu l'humilité de passer une partie de leur temps à faire les foins avec leurs voisins paysans. Quelles découvertes pour ces citadins! Ceux-là ont au moins compris, et leurs enfants aussi, pourquoi on demande aux touristes de ne pas se vautrer dans l'herbe non fauchée, mais aussi et surtout pourquoi les montagnards qu'ils aidaient avaient ces mains, ces visages, et ces regards sur le monde, si différents des leurs.

Mais si je devine bien les souvenirs qu'ils ont emportés, je sais aussi celui qu'ils ont laissé chez nous. Cela ne s'était jamais vu... Par delà l'aide, sans doute bien modeste, qu'ils ont pu apporter, demeure le rêve d'un autre tourisme, d'un autre monde possible et entrevu, où le mépris ferait place au respect de l'autre, de son travail et de ses champs.

Alors, ces touristes, faut-il les civiliser ou les tuer? Faut-il leur fermer les portes de nos montagnes, comme le suggérerait le dernier "Transhumances"? Nous ne voulons devenir ni un zoo ni une colonie. Que proposons-nous, pendant qu'il est encore temps? Personne ne le fera à notre place. Associations d'habitants, Communes de montagne, seule l'imagination sauve !

A. FRANQUEVILLE

LES CIVILISER

OU LES TUER ?



"Le seul moyen de se soustraire à ce qui se passe à l'usine et au bureau est de s'y adapter durant les heures de loisirs".

A qui la citation ?

BORD D'EAU DANS LES LANDES

Un bord de mer, une agglomération. Entre les deux, le mitage qui commence avec la spéculation foncière. D'un côté, les marinas sur les lacs des Landes, de l'autre les banlieues.

Et puis une forêt, une des plus grandes d'Europe, mais "elle n'est plus rentable" et elle est sous-exploitée. C'est moins cher d'importer le bois et la pâte à papier. En Juin une grosse papeterie a encore fermé...

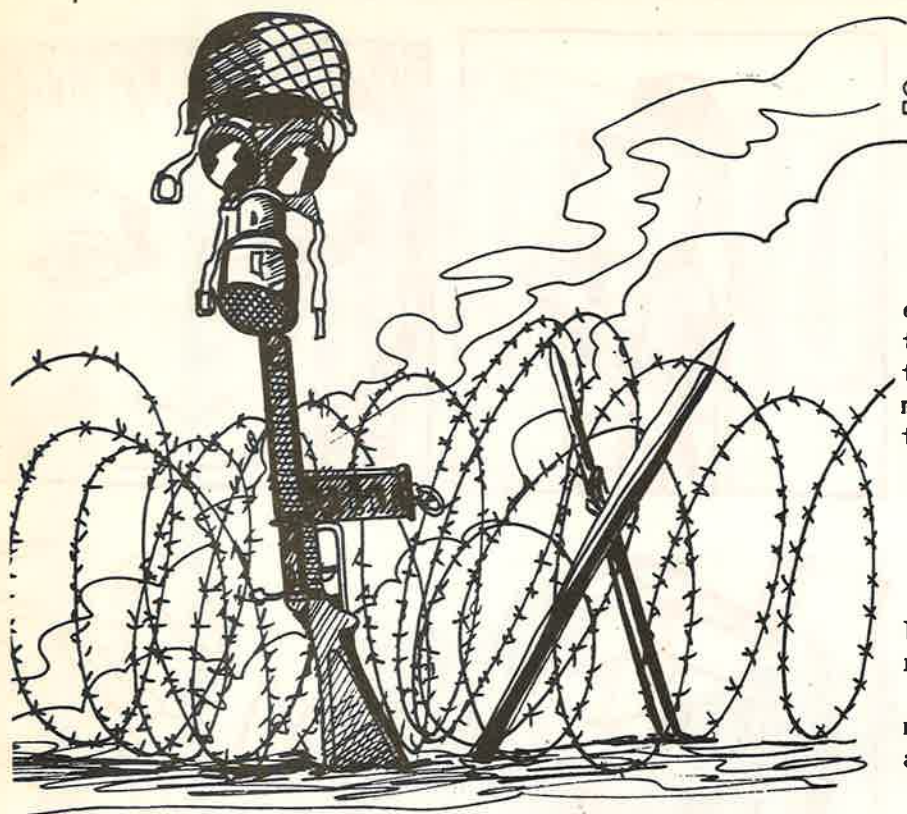
Et si c'était la France entière qui "n'était plus rentable"? Alors c'est toute la France qui deviendrait un pays de tourisme, on accrocherait les charrues aux murs, on transformerait les usines en musées et de temps en temps on les ferait tourner pour amuser et instruire le touriste...

C'est déjà comme ça en montagne, avec les jardiniers de la nature, les balayeurs de la nature et des pistes de ski...

Mais attention, les machines peuvent aussi faire cela. On l'a vu au dernier salon d'Aménagement de la Montagne. Même les emplois d'OS et de balayeurs ne sont plus assurés.

P.M.

SEPARATIONS



"Laissez les morts enterrer les morts",
mais "laissez les vivants choisir leur mort".



"La mort d'une seule personne n'est pas un seul événement, elle forme autant d'événements différents que le défunt comptait de relations, son conjoint, ses parents... peut être autant de liens originaux et uniques rompus en même temps. Le mystère de la relation dépasse de beaucoup le mystère de l'être."

H. Friedel

Il y a des morts réelles, des morts possibles, des morts probables et toutes les autres qui chaque jour nous conduisent inévitablement vers notre propre mort.

La mort réelle est celle de ce soldat, qui a malencontreusement glissé dans une rivière. La mort réelle c'est ce voleur, abattu d'un coup de fusil.

La mort possible c'est la même, qui peut aujourd'hui recommencer. La mort probable on ne peut présumer d'elle si rien n'est changé.

Mais pourquoi parler de la mort d'un homme? Quand le journal sortira, on aura déjà oublié qu'un jeune appelé a laissé sombrer sa vie dans les eaux tumultueuses d'un torrent.

Pourquoi écrire sur la mort d'un soldat? Le pouvoir militaire aura étouffé l'affaire, car nul ne peut prétendre à regarder la vie et la mort dans l'armée. L'armée est une masse informe qui n'a pas de coupable en son sein...

Récupérer la mort? NON, mais jeter bas le masque qu'elle incarne sur nos visages. Que cachons-nous derrière la mort? Notre propre peur de perdre la vie...

La mort on peut l'inventer, imaginer n'importe quoi; on peut se créer un paradis pour se rassurer, pour se donner une raison de vie. On peut la nier, ne pas s'en préoccuper, mais seulement dans les mots, car elle vient inexorablement nous enlever au quotidien. La mort on ne peut s'y soustraire. Nous vivons avec elle et, en même temps que nous créons notre propre quotidien, nous allons vers notre extinction. La mort et la vie ne font qu'un. Il s'agit bien sûr ici de la mort naturelle, celle du vieillard, qui participant de moins en moins à la vie, prépare son passage à la limite.

Mais "ce contre quoi nous avons à lutter, c'est contre la mort prélatrée d'êtres jeunes, pleins de possibles" dit Roger Garaudy et c'est bien celle-là qui nous préoccupe.

Les hommes, dit notre constitution sont égaux devant la vie et la mort. La réalité est bien différente, nous savons tous qu'en France l'espérance de vie d'un manoeuvre n'est pas la même que celle d'un instituteur. On conçoit aisément qu'un homme qui travaille au contact de matières chimiques dangereuses au milieu du bruit, avec des cadences infernales diminue d'autant sa vie. Pourquoi? A-t-il pu choisir? Non.

Quand dans un communiqué laconique, la presse du pouvoir, annonce la mort d'un appelé, elle élimine toutes les images qui serviraient à mettre en cause les institutions de la classe dominante. C'est un fait divers... "Cela aurait pu arriver à n'importe quel promeneur! Il n'a pas fait attention...!"

La mort survient et tout le monde la déplore. L'armée rendra un hommage posthume à ce valeureux soldat. Elle enverra ses sincères condoléances à la famille... mais la vie de la caserne n'en sera pas modifiée... Il y aura encore des morts réelles. Pour l'instant elles ne sont que probables ou possibles...

Il ne s'agit pas de récupérer à telles ou telles fins politiques la mort, mais de la conquérir pour ébranler la société qui nous prend la vie sans que nous ayons le choix de notre mort.

Une revendication grandit, pour que l'on appréhende la mort non pas seulement comme un fait, comme la connaissent les animaux, non seulement comme ressentie comme une perte, une disparition mais comme elle est conçue, c'est-à-dire comme transformation d'un état à un autre.

L.M.

MORT D'UN SOLDAT

UNIQUE-COMMUNIQUE-COMMUNIQUE-COMMUNIQUE

AUTOUR DU PROCES GAILLARD

Tout homme qui s'est mis en dehors des lois conserve malgré tout le droit imprescriptible d'être jugé par le pouvoir judiciaire.

Nul ne peut s'ériger en justicier au lieu et place de la justice des Hommes.

La légitime défense, c'est l'ultime recours pour défendre une vie menacée. Quand l'autodéfense va jusqu'à sacrifier la vie d'autrui pour protéger des biens, elle outrepassse le droit.

Il n'y a aucune commune mesure entre des biens matériels et la vie d'un homme.

Enfin, lors même que la légitime défense a pu conduire à la suppression de la vie d'un homme, cela reste un drame.

Alors, pas de triomphalisme, pas de fanfaronnades.

La photo triomphante de M. GAILLARD en première page du DAUPHINE de mardi (1) n'est-elle pas à la fois une insulte à la mémoire d'un homme et un défi à la conscience humaine?

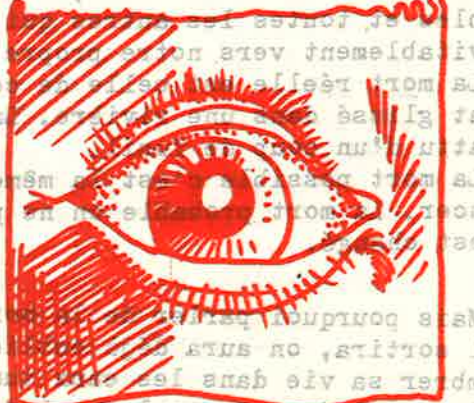
Un groupe d'adhérents à la Ligue des Droits de l'Homme de Gap

(1) Mardi 27 juin.

-COMMUNIQUE-COMMUNIQUE-COMMUNIQUE-



NON, ÇA SERAIT TROP FACILE DE SE LAISSER FAIRE!



NOUS REVENDIQUONS LE DROIT
DE PRENDRE CONSCIENCE QUE
TROP DE VIOLENCES ET D'IN-
JUSTICES FONT RÉGNER SUR
NOTRE TERRE UN CLIMAT DE
PEUR ET DE REPRESSION. LE
DROIT DE NOUS INSURGER
CONTRE CE MONDE QUE NOUS
A NOTRE VIE ET LE DROIT

On nous prie d'annoncer
l'Assemblée générale de
l'Association "Les Amis
de la Névachie", qui au-
ra lieu le mercredi 9
Août 1978 à 20 h à Né-
vache, Salle Pascallet,
l'Assemblée sera suivie
d'un débat sur l'environnement, auquel tous
les habitants, permanents ou saisonniers,
sont invités.

LISEZ TRANSHUMANES

à GRENOBLE

JOURNAL POUR

UN TOURISME

A VISAGE HUMAIN

à BRIANCON

- BIO-BOUTIQUE, en bas de la
Grande Gargouille..

- Maisons de la Presse

- Michel-Musique

- Avenue de la République

- Librairie FOU L'ART NOIR
Petite Gargouille



N'AVONS NI CHOISI, NI LAÏCÉ. NOUS REVENDIQUONS LE DROIT
AU BONHEUR...

★ * ★ * ★ * ★

SOMMAIRE 4

La chasse et le frisson
du baroud; le travail et
ses héros; le chômage et
le désespoir; l'éloge de
la paresse et les loi-
sirs; l'irrésistible as-
cension de l'Office cul-
turel de Cluny à Brian-
çon (une machine de guer-
re au service de la Kul-
tur); les lieux perdus,
les espaces oubliés, les
derniers terrains vagues
d'une ville; un lycée et
des poèmes; mais comme
la distance ne nous fait
pas peur, on parlera aus-
si du Pérou (ou comment
effacer l'éloignement,
parce que rien de ce qui
s'y passe n'est indiffé-
rent de notre histoire,
c'est aussi là-bas que
l'histoire s'écrit (res-
te à savoir s'il est im-
portant que l'histoire,
ou ce qui en tient lieu,
soit écrite...)

"La mort pourtant,
statistiquement, n'est
pas inévitable; il se
peut fort bien qu'avec
nous commence une gé-
nération d'hommes très âgés et immortels. Il
est possible que le
temps passe, passe, et
que nous ne mourions
pas. Il nous faudra al-
ors accepter cette vie
interminable; il nous
faudra accepter d'être
immortels, ce qui suppo-
se une nouvelle éthique,
une conduite, un com-
portement différents et
la possibilité, pour cha-
cun d'entre nous, d'être
tous les hommes;
car, le temps étant in-
fini et nous immortels,
nous serons tous les é-
crivains, tous les géné-
raux, tous les poètes;
nous serons Homère,
nous serons Casanova,
nous parlerons toutes
les langues, et nous
les oublierons aussi;
nous habiterons dans
tous les pays et nous
oublierons d'où nous
sommes. Devenu immortel,
chaque homme sera Ba-
bel". (J.L. BORGES).

- Librairie Villeneuve
"L'oeil écoute"
42, Grand' Place

- Librairie La Dérive
10, place Ste-Claire

- Local de Presse
rue Très-Cloître

- Librairie de la
Galerie de l'Arlequin
Villeneuve